

Le guide de l'exposition Pierre Semard



Monmousseau, Frachon, Péri et P. Semard.
© IHS CGT Cheminots

Du cheminot ordinaire au militant légendaire

- Qui était Pierre Semard P 2
- Du cheminot ordinaire au militant légendaire P 6
- De plain pied dans l'Histoire P 9
- Aux origines de la CGTU P 10
- Un homme politique sur tous les fronts P 19
- Indigné, Engagé, combattant toujours P 20
- Une vie jalonnée de répression P 24
- Une place éminente dans la mémoire collective P 31

CAHIER N° 44
2^E Trimestre 2012



Portrait de Pierre Semard en 1949 de Fourgon - © IHS CGT Cheminots

QUI ÉTAIT PIERRE SEMARD ?

Origines et personnalité

Un homme politique sur tous les fronts

DU CHEMINOT ORDINAIRE AU MILITANT LÉGENDAIRE

Son parcours militant

Un itinéraire singulier dans la 1^{re} moitié du 20^e siècle

DE PLAIN PIED DANS L'HISTOIRE

Un itinéraire singulier dans la 1^{re} moitié du 20^e siècle

Un itinéraire singulier dans la 1^{re} moitié du 20^e siècle

AUX ORIGINES DE LA CGT-U

L'action revendicative, l'internationalisme

L'action revendicative, l'internationalisme

UN HOMME POLITIQUE SUR TOUS LES FRONTS

À l'œuvre dans la construction de l'humanité du mouvement communiste

À l'œuvre dans la construction de l'humanité du mouvement communiste

INDIGNÉ, ENGAGÉ, COMBATTANT TOUJOURS

Un militant éclairé qui sévit avec son temps

Un militant éclairé qui sévit avec son temps

UNE VIE JALONNÉE DE RÉPRESSIONS

Sanctions, révocations, emprisonnements

Sanctions, révocations, emprisonnements

UNE PLACE ÉMINENTE DANS LA MÉMOIRE COLLECTIVE

Apprendre de ses engagements pour forger les nôtres.

Apprendre de ses engagements pour forger les nôtres.

QUI ÉTAIT PIERRE SEMARD ?

Origines et personnalité

Un Bourguignon, né à Bragny-sur-Saône le 15 février 1887. Son père est employé par le PLM (Paris-Lyon-Méditerranée) à la voie et sa mère garde-barrières à Villeneuve-sur-Yonne où Pierre accomplira sa scolarité. Muni du certificat d'études à 13 ans il se rend à Paris. Après une succession de «*petits boulots*» (vendeur de journaux, débardeur aux halles) et un apprentissage de charcutier puis garçon de courses chez un notaire à Villeneuve, il fut engagé volontaire pour 3 ans dans l'armée.



Maison natale de Pierre Semard à Bragny-sur-Saône - IHS CGT cheminots.



Bagnols, rue de la gare - IHS CGT cheminots.



Congrès national CGT, Lyon du 15 au 21-09-1919 - IHS CGT cheminots.



Pierre Semard aux sports d'hivers au chalet de la CGT (actuel chalet Pierre Semard) - IHS CGT cheminots.



Pierre Semard, enfant - IHS CGT cheminots.



Pierre Semard, militaire - IHS CGT cheminots.

Un jeune homme très occupé, aimant la vie et les loisirs, il participe à des courses de vélo, pratique la natation. Bon danseur, il met son talent en pratique dans les fêtes et les bals du dimanche. Sa soif de connaissances, sa volonté de comprendre le monde, son souci de combler une scolarité trop courte le conduisent à mettre à profit ses trois années d'engagement militaire pour lire, notamment les encyclopédistes. Il continuera avec Marx, Lénine et les écrivains socialistes français. Bon orateur, c'est cependant dans le mode écrit qu'il exprime le plus fortement ses convictions, ses arguments et ses réflexions.



Pierre Semard, cheminot au PLM - IHS CGT cheminots.

Il fit ses premiers pas de cheminot du PLM à Bagnols-sur-Cèze dans le Gard puis à Valence, d'abord au secrétariat du chef de gare, ensuite versé au service des trains en raison de ses activités syndicales : il crée des syndicats chez les cheminots et dans les entreprises de la Drôme. C'est là qu'il exerce ses premières responsabilités, à Valence notamment où il adhéra au parti socialiste et à la CGT en 1916, rejoignant dans le syndicat la minorité révolutionnaire hostile à la politique d'Union sacrée.

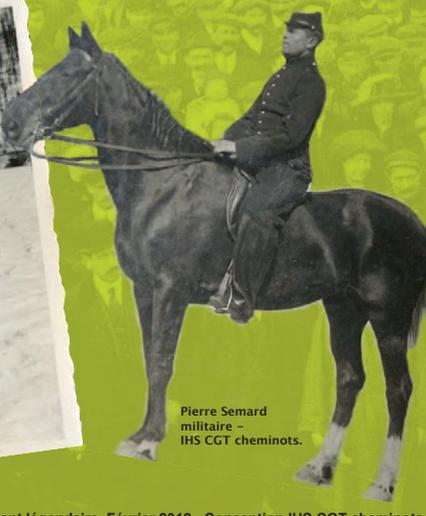
C'est la guerre ! D'abord mobilisé sur place, son statut militaire est modifié en novembre 1918 où il est envoyé à la frontière belge, en dépit de la naissance de son 3^e enfant. Sa femme meurt en mars 1919 de la grippe espagnole : il est donc rapatrié d'urgence à Valence. Dès lors, il va enchaîner les responsabilités. Il se remarie avec Juliette Contier qui partagera ses engagements.



Section des chemins de fer de Campagne - Gare de Libramont, Belgique. (PS de g à d 3^e en haut) - IHS CGT cheminots.



Pierre Semard avec sa femme Juliette - IHS CGT cheminots.



Pierre Semard militaire - IHS CGT cheminots.



Intérieur de la gare de Valence - IHS CGT cheminots.



Du cheminot ordinaire au militant légendaire. Février 2012 - Conception IHS CGT cheminots

Les deux textes suivants écrits par Pierre Semard en prison à Bourges évoquent la période de son enfance à Villeneuve-Sur Yonne. Ils témoignent aussi de son besoin d'évasion par l'écriture¹. Le troisième texte fait référence à ses lectures et à ses réflexions sur la Révolution Française et la République.

Premier amour

(Heures vécues)

« De mon temps on s'aimait tout autrement... » dit une chanson ! Mais le temps passe et c'est une mode qui n'a guère changé !

Tant d'histoires d'amour ont été racontées que le sujet paraît épuisé. Contons toujours la nôtre ; elle rappelle, malgré le temps écoulé, un bien doux souvenir qui garde toute sa fraîcheur, celle de notre première jeunesse.

Nous étions quatre enfants du même âge : deux garçons, moi, Victor S... et Louis G... ; deux filles : Rosa V... et Élise B... Nous habitons porte à porte et nos familles faisaient bon voisinage. Depuis notre plus tendre enfance nous partagions nos jeux et l'accord entre filles et garçons avait persisté, malgré que nous grandissions. Nos parents même s'en étonnaient et disaient en riant : « ceux là, nous les marierons un jour ! » C'était une affirmation bien prématurée !

Les années passaient dans cette bonne harmonie qui unissait enfants et parents. Je me souviens que pendant les veillées d'hiver la maman de Rosa nous faisait quelques lectures choisies parmi les meilleurs auteurs et tous, petits et grands, l'écoutions en silence. Pendant les belles soirées d'été, nous allions en promenade sur les bords de l'Yonne et nos mamans chantaient quelques romances de l'époque. C'était le bon temps !

Mais comme il passait vite, même à ce moment ! Nous venions, Louis et moi, d'avoir onze ans ; c'était l'année du certificat d'études. On nous disait forts pour notre âge et notre vieux maître d'école ajoutait : fort dissipés ! Rosa était alors une brunette avec de beaux yeux noirs ; elle avait une taille élancée et faisait déjà un peu jeune fille ; c'était elle la directrice du « quatuor » pour les amusements, sans doute parce que fille d'une institutrice et ayant déjà quelques notions de commandement ! Élise était une belle fillette blonde avec des cheveux bouclés et de grands yeux marron clairs qui semblaient pailletés d'or. Elle ressemblait vraiment à ces jolies poupées que l'on voit dans les vitrines, c'est pourquoi nous l'appelions « poupée », ou encore Lise. C'était ma préférée et elle me rendait cette affection au centuple.

Insensiblement, nos jeux s'étaient transformés. Nous avions pris goût à la lecture et Rosa qui avait un vrai talent pour les récits était notre précepteur. Bien souvent nos yeux se sont mouillés en écoutant « les châtiments » ou quelques poésies de Musset ou de Vigny.

Je me souviens qu'un soir nous nous promenions sous un ciel plein d'étoiles. Le firmament avait le voile blanchâtre que lui donne la voie lactée et nous nous efforcions de saisir dans leur vol quelques étoiles filantes quand Lise me dit doucement : « Laquelle as-tu choisie ? je la prendrai aussi ton étoile puisque je t'aime... ». Je lui montrai la plus brillante en lui disant : « moi aussi je t'aime Lise » et je l'embrassai sur ses belles joues aussi roses que des pommes d'amour !

Rosa avait déniché dans la bibliothèque de sa maman un petit recueil de poésies de Baudelaire qui certes n'était guère pour notre âge ; mais il nous intéressait d'autant plus que nous étions curieux de tout savoir. Nous allions alors au fond du jardin sous une tonnelle de vigne vierge qui nous permettait de voir sans être vus. Ce n'était pas que nous nous cachions avec l'idée de mal faire, non ; nous recherchions la tranquillité que donne la solitude pour mieux savourer nos lectures.

C'était une poésie qui exaltait la tendresse de l'amour que Rosa nous lisait et je me rappelle encore que sa voix s'était faite plus douce pour souligner les derniers vers :

« Leurs yeux exprimaient un amour profond
Leurs lèvres s'unirent dans un long baiser »

Lise écoutait la tête penchée sur mon épaule ; ses yeux d'or me semblaient encore plus grands et plus brillants... alors nos lèvres se rapprochèrent et scellèrent notre premier baiser d'amour. Près de nous, d'autres lèvres se rencontraient dans le même élan du cœur. Désormais nous étions deux couples d'amoureux et notre plus grande peine était d'être obligés de dissimuler les joies que ressentaient nos cœurs.

L'amour de Lise était sans doute plus profond que celui qui m'animait ; elle m'aimait déjà en petite femme et moi je n'avais pas encore dépouillé le gamin, malgré tous mes efforts pour paraître un homme.

À quelque temps de là, nous nous promenions en famille et notre « quatuor » fermait la marche, écoutant la conversation des mamans qui portait sur nous. La mère de Lise faisait connaître une question que celle-ci lui avait posée : « Lise m'a demandé de lui expliquer pourquoi dans les pays orientaux les filles se mariaient dès l'âge de douze ans, alors qu'ici elles ne peuvent se marier qu'à partir de dix-huit ans ». Ayant fait connaître sa réponse en jetant un coup d'œil de notre côté, elle ajoutait : « C'est que Lise est très précoce ! ». Je garde en mémoire cette réplique délicieuse que Lise me glissa alors à l'oreille : « Et si elle savait que je suis ta femme !!! »

Hélas, ce premier amour allait être bientôt brisé ! Nous avons quitté l'école primaire et la question de notre devenir était posée. La dislocation commença par Rosa qui, en pleurant, nous avoua qu'elle quittait le pays avec sa maman nommée institutrice au chef-lieu. Puis le sort de Lise fut décidé

ensuite : à la rentrée des classes elle allait au lycée à la ville voisine.

J'accompagnai Lise à la gare, le cœur bien gros. Au moment du départ je l'embrassai comme un véritable amant, oubliant jusqu'à la présence de ses parents... J'entendis ses derniers mots : « Je ne t'oublierai jamais » ; puis sa mère qui murmurait : « Ces enfants s'aiment vraiment ! »

Quelques mois après je partais à mon tour commencer mon métier d'ouvrier à Paris. J'avais treize ans ; j'entrais dans le tourbillon de la vie active... et les années passèrent, passèrent...

Je ne devais jamais revoir cette belle petite poupée de Lise ; ainsi va la vie !

¹ Ces textes figurent dans le livre « Pierre Semard – La maison hantée et autres nouvelles » édité conjointement par la commune de Villeneuve-sur-Yonne et l'Institut d'Histoire Sociale CGT cheminots – 11/2010

Bourges, septembre 1940

Le dernier vigneron de Meursanges

(Nouvelle)

Autrefois, il y a un peu plus d'un demi siècle, quand vous atteigniez la haute Bourgogne du côté de Sens, vous aperceviez les coteaux couverts de vignes.

Depuis, toute cette contrée s'est transformée, les céréales ont remplacé les beaux vignobles qui faisaient la richesse en même temps que la joie du pays. C'est que le terrible phylloxera a fait ses ravages ; puis la concurrence des vins du midi et de l'Algérie ont fait le reste ; seuls les bons vins du Dijonnais et Mâconnais ont pu tenir le coup !

À l'époque où les coteaux bourguignons étaient encore peuplés par ces vieilles souches qui donnaient un bon vin ordinaire, en dehors des coins bien situés où l'on récoltait des vins plus fins, les villages se composaient d'un grand nombre de vigneron dont la seule occupation était les soins à la vigne et au vin.

Dans le petit village de Meursanges, situé à flanc de coteau et dont les dernières maisons se reflètent dans l'eau limpide de l'Yonne, existait une vieille famille de vignerons, les Rosier, qui possédaient les meilleures vignes du lieu. Celles-ci étaient situées sur des coteaux exposés au midi et tout le jour, quand le soleil luisait, ses

rayons frappaient les milliers de pierres de silex, se reflétant comme dans un miroir et renvoyant la chaleur sur les grappes, légèrement cachées sous le feuillage. On disait que le vin de ces coteaux était aussi chaud que le soleil !

Quand survint la maladie de la vigne, Philippe Rosier essaya de remplacer les souches atteintes par des plans américains greffés mais les années nécessaires à la pousse et le développement de la concurrence ne lui permirent pas de reconstituer ses vignobles. Il fallait vivre et ils étaient sept à la maison : le père, la mère, trois garçons et deux filles. Dans les basses terres il fit des pâturages et du jardinage. Les terres de coteaux, bonnes pour la vigne en raison de leur sol caillouteux, ne se prêtaient guère à une autre culture ; on essaya le seigle et le maïs mais cela était loin de rapporter l'argent que donnait la vigne.

Bientôt il ne resta à Philippe Rosier que quelques arpents qui ne lui donnaient du vin que pour sa consommation. Quand les vignes produisaient, toute la famille était occupée à leur entretien ; avec quelques bestiaux à l'étable, une bonne basse-cour et un jardin, on vivait largement.

Mais maintenant il ne fallait plus y songer. Seul l'aîné des garçons fut occupé à aider le père, les deux autres partirent à la ville faire leur apprentissage, l'un chez un boucher, l'autre comme mécanicien ; les deux filles apprirent la couture et s'occupèrent à la confection pour une maison de « gros ».

La vie familiale était désormais détruite, comme dans bon nombre d'autres familles de paysans. Les années passaient. Les filles se mariaient et partirent à leur tour à la ville. L'aîné qui était au régiment et qui connaissait le travail maintenant ingrat de la terre chercha une place aux chemins de fer et ne revint pas au village.

Ainsi, les deux vieux restaient seuls dans leur grande maison de Meursanges ! Pour vivre ils durent peu à peu vendre leurs terres et à bon marché ; mais ils conservaient soigneusement les quelques arpents de vigne qui étaient l'objet de tous leurs soins.

La seule grande joie des vieux, c'était quand les enfants et les petits enfants venaient passer quelques jours, parfois deux semaines, dans le moment des grandes vacances ou des vendanges. Malgré leur détresse ils trouvaient encore le moyen de mettre de côté quelques sacs de pommes de terre, des noix, des pommes et quelques bonnes bouteilles de vin que les enfants emportaient, heureux de savourer à leur retour des produits du pays. Mais quelle tristesse pour les deux vieux quand tous leurs enfants étaient repartis !

Ils les croyaient bien heureux à la ville. Ils ignoraient ce qu'est l'exploitation dans les grands bagnes industriels que sont les usines rationalisées. Quand parfois des voix officielles parlaient du « retour à la terre », le vieux père Philippe disait : « Fallait pas les laisser partir, fallait faire que la terre nourrisse ceux qui la cultivent ; puis ils sont bien mieux à la ville, y gagnent de l'argent, y ont des amusements, y voient des belles choses ; tandis que nous, nous vivons comme des bêtes ». Pauvres vieux, ils n'appréciaient pas le bonheur qui leur restait de vivre indépendants et chez eux, en dépit de toutes leurs difficultés matérielles.

Sur les coteaux de Meursanges les vignes étaient presque toutes disparues. Seules restaient celles du père Philippe. Les vieux du pays disaient qu'il était le dernier vigneron et c'était vrai. Son cellier était encore au complet : les paniers et hottes à vendange, les futailles, le pressoir, les cuves, tout était en bon état d'entretien. Le père Philippe faisait toujours goûter son vin avec une grande satisfaction !

Chaque année, ses gars, ses gendres venaient l'aider à vendanger, à fouler les grappes et à faire le premier soutirage puis à manier le pressoir. Il donnait encore son marc à distiller et faisait quelques bouteilles de cette eau de vie de marc de Bourgogne qui, comme le vin, est réputée un peu partout. Mais chaque année courbait un peu plus vers la terre les deux vieux qui allaient bien péniblement entretenir leurs vignes. Dans les beaux jours ils y demeuraient du matin au soir, mangeant sur place avec du fromage et quelques fruits et buvant au pichet. C'est alors qu'arriva la grande tourmente de 1914. Avec bien de la tristesse, les deux vieux apprirent que leurs trois gars et deux gendres étaient partis aux armées. Puis brusquement dans les derniers jours d'août, la nouvelle leur parvint que le plus jeune de leur fils avait été tué en Lorraine. Quant aux deux autres, on était sans nouvelles depuis Charleroi. Alors les pauvres vieux pleurèrent en silence ; la mère Philippe ne sortit plus ; elle paraissait terrassée par la douleur. Un mois après, à la veille des vendanges, elle s'éteignit doucement, comme s'éteint une chandelle à bout de carburant. Le vieux Philippe apparut encore davantage cassé. Il vendangea cependant, aidé de quelques vieux amis du pays. Les grappes n'étaient pas très abondantes mais étaient bien mûres et fruitées. Elles devaient faire un excellent vin. La grande cuve qui autrefois étaient insuffisante était loin d'être remplie ; à peine arrivait-elle au tiers !

Le premier soir, le père Philippe installa une échelle pour descendre dans la cuve écraser les grappes en les foulant avec les pieds nus ; vieille mode des pays de vin. Il fit de même les jours suivants bien que la fermentation soit commencée. Le dernier soir du ramassage des grappes, il pénétra dans la cuve mais, indisposé par les émanations, il voulut remonter l'échelle et bascula dans la cuve avec celle-ci.

Le lendemain, les voisins inquiets de ne pas apercevoir le vieux Philippe cherchèrent dans toute la maison et, enfin, ils le trouvèrent sans vie dans la cuve, couché sur les grappes de ses belles vignes qui avaient été toute sa vie, sa joie comme sa tristesse.

Ainsi finit tragiquement et pauvrement le dernier vigneron de Meursanges, cependant que ses fils mouraient pour défendre le sol qui ne leur appartenait plus.

Bourges, septembre 1940

DU CHEMINOT ORDINAIRE AU MILITANT LÉGENDAIRE

Son parcours militant

Il devient cheminot, comme son père et sa mère à une époque où les Compagnies de chemins de fer cherchent à recruter des familles avec l'ambition de forger une « grande famille cheminote ».

Comme beaucoup de jeunes de son époque qui ont tenu plusieurs emplois avant le service militaire, le temps du mariage venu, on se fixe dans un emploi stable : les chemins de fer offrent cette sécurité, à défaut d'une bonne rémunération ; au cœur d'une des activités les plus modernes de cette époque.

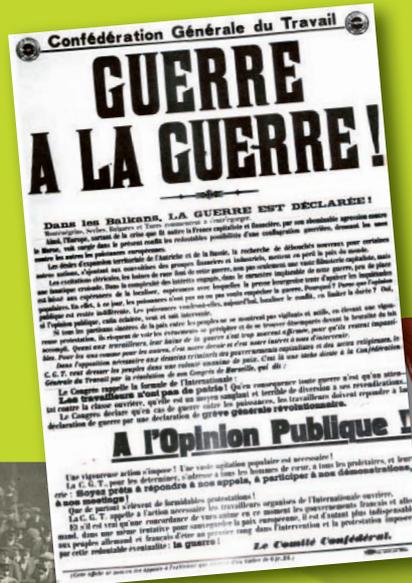


Défilé de grévistes à Vizille le 4 mars 1920 – IHS CGT cheminots.

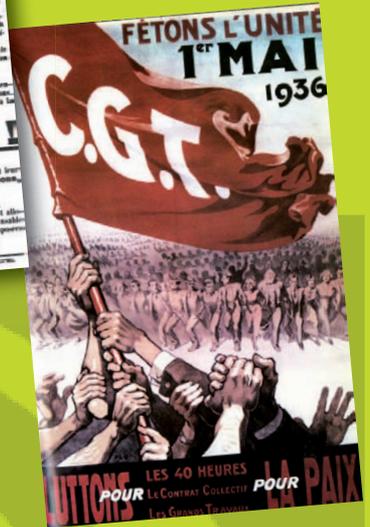
La première guerre mondiale le marque, comme tous les jeunes cheminots de sa génération dont beaucoup sont mobilisés à leur poste de travail. Elle favorise l'engagement dans le syndicalisme et la vie politique : ce sera le cas de Pierre Semard. À la sortie de la guerre, les grèves de 1920 décuplent son engagement militant pour mobiliser, pour diffuser les idées d'un syndicalisme révolutionnaire et pour convaincre de ne pas s'enfermer dans des revendications qui isolent les salariés les uns des autres.



Congrès de Tours – IHS CGT cheminots.



Affiche CGT (1913) – IHS CGT cheminots.



Affiche CGT du 1er mai 1936 – IHS CGT cheminots.

Il connaît un premier grand tournant dans sa vie syndicale et politique avec son élection en juin 1921 comme secrétaire général de la nouvelle fédération des cheminots CGT et après un changement de majorité en faveur des révolutionnaires. Syndicaliste cheminot pour l'essentiel, il s'implique fortement dans les débats avec la confédération qui refuse de reconnaître la fédération qu'il dirige. En conséquence, il est conduit à jouer un rôle grandissant dans la fondation de la CGT-U (U pour unitaire) dont il devient rapidement un leader.

Il est parmi les militants qui prônent l'adhésion de la CGT-U à l'ISR (Internationale Syndicale Rouge), liée à l'internationale communiste (IC), en opposition aux libertaires anarcho-syndicalistes. Membre du comité central du PCF (janvier 1924) il en devient le secrétaire général peu après : le premier secrétaire général ouvrier. Renouant avec le syndicalisme en 1933, il redevient secrétaire général de la fédération CGT-U des cheminots (juin 1934) jouant un rôle essentiel dans le mouvement de fusion entre syndicats locaux et de réseaux puis des 2 fédérations CGT-U et CGT. Il œuvre ensuite à la réunification confédérale (1936.)

À la création de la SNCF (1937) il participe au Conseil d'Administration parmi 4 responsables syndicaux, tout en étant l'artisan d'un syndicalisme fort et respecté (renforcement, formation), responsable (propositions, action, négociation), inscrit dans la stratégie de rassemblement populaire.

Les divisions au sein du bureau fédéral se multiplient sur fond de changement de perspective avec la fin du Front Populaire, la montée des fascismes et de l'anticommunisme. Pierre Semard ainsi que ses camarades (ex CGT-U) sont exclus de leurs fonctions dirigeantes de la fédération.

Suivent alors son arrestation (octobre 1939), la prison jusqu'à son assassinat par les nazis le 7 mars 1942.

L'image du héros s'impose alors.



Du cheminot ordinaire au militant légendaire. Février 2012 - Conception IHS CGT cheminots

La Révolution française et les grands penseurs

La Révolution française fut préparée par les philosophes des XVII^e et XVIII^e siècles. Leurs œuvres ont préfacé la révolution et lui ont préparé la voie. Ils annoncèrent celle-ci non pas en prophètes mais en dialecticiens qui en appréciaient économiquement, politiquement et socialement les causes. En 1764, Voltaire écrivait : « Tout ce que je vois jette les semences d'une révolution ». Vers la même époque Jean-Jacques Rousseau disait : « Nous approchons de l'état de crise et du siècle des révolutions. »

Ils ne furent pas les seuls à pronostiquer les événements révolutionnaires, d'autres, qui redoutaient cette révolution du peuple avaient jeté le cri d'alarme : Le grand Vauban affirmait, au commencement du XVIII^e siècle que « Sur dix français, neuf manquaient de pain ! Les peuples -disait-il - sont exposés aux mangeries des traitants, à la taille arbitraire, aux aides et aux douanes, aux friponneries des gabelles et à une foule d'autres droits onéreux, qui donnent lieu à des vexations infinies exercées à tort et à travers sur le tiers et le quart, lesquels ont mis une infinité de gens à l'hôpital et sur le pavé, et en partie dépeuplé le royaume... » ; Fénelon, l'éducateur du fils du roi, l'auteur de Télémaque disait : « La France ne vit plus que par miracle ; c'est une vieille machine délabrée qui va encore par l'ancien branle qu'on lui a donné, et qui achèvera de se briser au premier choc... » Et il devait ajouter un peu plus tard : « La culture des terres est presque abandonnée, les villes et les campagnes se dépeuplent ; la France entière n'est plus qu'un grand hôpital désolé et sans provisions ; les magistrats sont avilis... Il viendra - disait-il - une révolution violente qui au lieu de modérer simplement l'autorité excessive des souverains, l'abattra sans ressources... ! » ; Bossuet, éminent membre du clergé comme Fénelon, prononçait ces paroles accusatrices, du haut de la chaire : « Quand je considère les calamités qui nous environnent, la pauvreté, la désolation, le désespoir de tant de familles ruinées, il me semble que de toutes parts s'élève un cri de

misère, qui devrait nous fendre le cœur... » ; Le duc de Saint-Simon reconnaissait dans ses mémoires que « Le royaume est devenu un hôpital de mourants et de désespérés à qui on prend tout chaque année, en pleine paix ... » ; Le comte de Boulainvilliers en protestant contre les empiètements sur les privilèges des grands seigneurs, déclarait : « Le peuple apprend, par une expérience douloureuse, que ces nouveaux magistrats [les intendants du roi], devaient être les instruments immédiats de la misère ; que les vies, les biens de famille, tout serait à leur disposition ; maîtres des enfants jusqu'à les enrôler par force, maîtres des biens jusqu'à ôter la subsistance, maître de la vie jusqu'à la prison, au gibet et à la roue... » ; et le marquis de Mirabeau, père du tribun révolutionnaire lançait ce cri d'alarme : « Dansez messieurs, dansez ; vous ferez bientôt une culbute universelle... »

Ainsi ce n'était pas seulement les grands-penseurs, les philosophes aux idées révolutionnaires qui criaient sur la misère du peuple et prévoyaient la révolution, mais encore les hommes d'état, les gens d'Eglise et les grands aristocrates.

Ceci répond à une attaque venimeuse et persistante des éternels ennemis de la Révolution française, toujours prêts à excuser et justifier la royauté, et, qui rendent les grands philosophes seuls responsables de l'action révolutionnaire du peuple !

Ceux-là ont eu le grand mérite d'avoir souligné avec force toutes les misères du peuple et traduit ses aspirations ; mais alors que hommes d'Etat et d'Eglise, aristocrates clairvoyants, soulignaient aussi ces misères et s'en indignaient, proposant des remèdes dans l'ordre établi, les grands philosophes envisageaient un autre ordre de choses, un autre régime que celui de la royauté absolue ! Ils préparaient les esprits à une conception démocratique et à l'idée de République.

Pierre Semard
Bourges 1940-1941

DE PLAIN PIED DANS L'HISTOIRE

Un itinéraire singulier dans la 1^{re} moitié du 20^e siècle

Militant de dimension nationale et internationale, il est de ceux qui ont façonné durablement le paysage syndical et politique de la France.

Son parcours rencontre l'histoire du mouvement ouvrier français, les luttes sociales, l'évolution de la gauche, la naissance du parti communiste, les grands événements internationaux liés au communisme et au syndicalisme international et les deux guerres mondiales qui ont marqué le 20^e siècle.

Il contribua à la formation d'un syndicalisme de masse et de luttes : quand il adhère à la CGT, celle-ci est tout juste adolescente (née en 1895), en construction. Elle est en recherche, des formes d'action comme du fond de ses orientations et revendications. En majorité influencée successivement par les thèses anarchistes puis réformistes, marquée par son ralliement à l'union sacrée.

L'union sacrée c'est : la France unie contre l'Allemagne ; les peuples lancés dans la bataille ; l'appel du secrétaire

général de la CGT au patriotisme de la classe ouvrière invitée à une participation sans faille à l'effort de guerre. Une minorité influente ne partage pas cette vision et prône un syndicalisme révolutionnaire s'inspirant de la tradition française et de la révolution russe en cours. C'est le cas de Pierre Semard qui dénonce la collaboration de classe. Avec d'autres tels Gaston Monmousseau et Lucien Midol, ils défendent l'efficacité des grèves pour soutenir les revendications et dénoncent les compromissions politiques et patronales.

Il œuvra à la constitution d'un mouvement communiste enraciné dans le monde ouvrier.

Ressentant très tôt la nécessité de l'activité politique, il adhère à la SFIO en 1916 et oriente en 1920 la fédération de la Drôme vers l'adhésion à la majorité qui crée, au congrès de Tours, le parti communiste français.

Il fut directement partie prenante de l'histoire politique nationale.



Congrès fédéral de l'Unité en 1935 - IHS CGT cheminots.

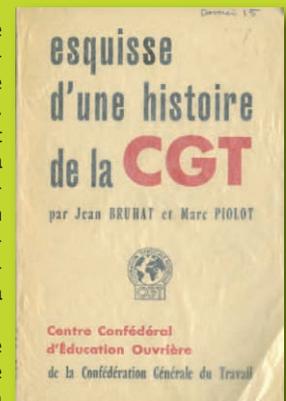


Congrès du Réseau Est - IHS CGT cheminots.



En charge à nouveau de la fédération des cheminots, CGT-U d'abord et CGT réunifiée en novembre 1935, il l'orienta sous un double engagement : la participation politique au rassemblement populaire et le respect de l'indépendance syndicale. Le soutien au Front populaire, qu'il définit conditionnel et évolutif, en fonction de la réalisation du programme de rassemblement populaire, il veut l'ancrer dans l'union des masses laborieuses organisées syndicalement et réunies politiquement. Rassemblement qui lui paraît seul de nature à sauver la paix.

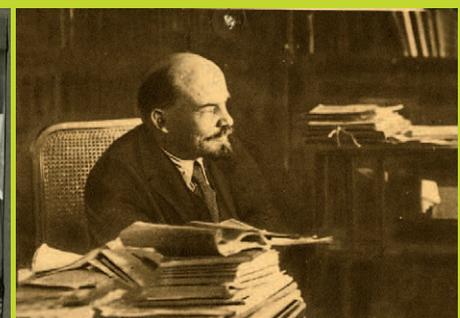
Pour Pierre Semard, le rassemblement se fait aussi sur les lieux de travail et dans le syndicat. Il prône l'ouverture de la CGT à un syndicalisme de cadres et son élargissement à toutes les sensibilités.



Esquisse d'une histoire de la CGT, 1958 IHS CGT cheminots.



Congrès de Villeurbanne 1936 - IHS CGT cheminots.



Lénine dans son bureau, collection personnelle de Pierre Semard - IHS CGT cheminots.

Histoire de la fédération des cheminots écrite par Pierre Semard, éditée en 1934

(Extraits concernant la scission et la grève de 1920)

En juin 1918 se tenait à Paris le Premier Congrès de la Fédération. Bidegaray y soutint la politique d'union sacrée pratiquée par la CGT. ; ses arguments reposaient essentiellement sur la nécessité de défendre la France envahie, sur la barbarie des bombardements de Paris par la « Bertha » et en faveur d'une paix imposée par les puissances alliées.

Contre une résolution présentée par le syndicat de Paris-Etat-Rive-Droite, dénonçant l'Union Sacrée et se désolidarisant de l'action menée par les dirigeants de la CGT., Bidegaray défendit la politique de celle-ci et opposa les « 14 points de Wilson », propositions du Président des Etats-Unis d'Amérique, qui comportaient la création d'une Société des Nations et donnaient les bases d'une paix dictée par les puissances alliées, en repoussant toute paix séparée.

Cette politique d'Union Sacrée, défendue par Bidegaray, obtint 106.710 voix, la résolution de Paris-Etat-Rive-Droite, défendue par Monmousseau, groupa 49.458 voix. Ainsi, le tiers des cheminots syndiqués s'affirmait contre la guerre impérialiste, contre la politique des chefs réformistes et socialistes.

En juillet 1918, se tint un Congrès de la CGT., le seul tenu pendant la guerre. Ce fut l'occasion d'une première explication par Jouhaux de la politique de collaboration pratiquée par la direction Confédérale. Il présenta celle-ci comme ayant été un « moindre mal » pour le prolétariat, il demanda de « passer l'éponge sur le passé » et de pratiquer à l'avenir une politique plus énergique de défense des travailleurs et pour la paix.

Sur la question de la paix, il soutint « que la victoire des alliés devait marquer l'écroulement de l'impérialisme. Il s'agissait, bien entendu, de l'écroulement de l'impérialisme allemand au bénéfice des impérialistes alliés. Et Jouhaux, comme Bidegaray, défendit les « 14 points de Wilson », qui devaient être l'ossature du traité de Versailles.

...

Ce sera en collaboration intime avec les représentants les plus qualifiés du capitalisme que la CGT va examiner comment l'économie française pourra être redressée et développée quand viendra l'heure de la paix.

Dans un discours prononcé par Jouhaux dans une réunion de la « Fédération des

Industriels et des Commerçants Français », le 4 mars 1916 on trouve toute l'orientation de la politique pratiquée depuis par la CGT. En voici quelques passages essentiels « Nous désirons ardemment voir régner à nouveau l'activité laborieuse qui nous aidera à réparer les souffrances et les ruines causées par la plus atroce des guerres. Mais cette reprise de la vie économique ne peut être que le fait d'une préparation qui éliminera les erreurs et les mauvaises méthodes de direction du travail qui, hier, étaient les causes véritables de notre faiblesse. Il convient que cet esprit de routine disparaisse, que nous soyons définitivement acquis au progrès, que les qualités inventives de la race trouvent à s'employer dans la voie du bien-être général. « La dure leçon de l'heure présente montre la nécessité de réformer notre outillage désuet, de transformer nos méthodes de travail caduques. Le capitalisme doit être guidé par l'unique souci de développer dans le sens du bien général son industrie, il doit voir dans le travailleur son collaborateur auquel il doit donner une liberté grande, afin d'éveiller chez lui l'initiative, l'intelligence, le respect de sa dignité de producteur. » (« Une attitude, un Programme », Brochure CGT. 1916)

Ces quelques lignes éclairent d'une singulière façon toute la collaboration apportée par la CGT. au redressement et au sauvetage du capitalisme.

Le 7 juin 1918 Jouhaux et Merrheim se rencontraient avec les groupes de « gauche » de la Chambre et donnaient les bases du programme de la CGT pour « sauver le pays ».

...

Nous étions, nous, révolutionnaires, indécis sur les possibilités de nationaliser les chemins de fer en dépossédant les plus puissants des capitalistes de leur gestion directe pour la remettre à l'Etat. Nous avons à tort accepté son introduction dans les mots d'ordre de grève par discipline syndicale, parce qu'elle figurait au programme de notre Fédération et de notre CGT, en ne formulant que quelques réserves de principe. Cependant nous savions que la CGT l'avait introduite dans son programme « minimum » en plein accord avec les partis bourgeois dits de gauche, comme un

AUX ORIGINES DE LA CGT-U

L'action revendicative, l'internationalisme



IHS CGT cheminots.

Le militant de l'union et du rassemblement en 1934-35-36 connaissait les failles et les dommages de la division.

La scission avec la CGT d'alors avait germé sur la grève générale de 1920 dont le mot d'ordre de « nationalisation industrialisée » essentiellement de caractère parlementaire, ne s'avéra pas mobilisateur et dont la tactique de lutte initiée par la confédération fut désastreuse. Il fut de ceux qui argumentaient pour convaincre de ne pas s'enfermer dans des revendications qui isolent les salariés les uns des autres.

En 1922, il joua un rôle central dans la constitution de la CGT-U et dans l'orientation syndicale qu'elle prend quant à son rapprochement avec le mouvement communiste. Il y défend d'abord l'autonomie du syndicat puis le principe de coordination entre le parti et le syndicat.

Les premiers pas de la CGT-U se heurtèrent à nouveau aux divisions entre les tenants de l'adhésion à l'Internationale Syndicale rouge (ISR), elle-même liée à l'Internationale Communiste (IC), et ceux qui s'appuient sur la charte d'Amiens pour contester cette adhésion. Pierre Semard plaide pour l'adhésion, jugeant que la CGT-U ne peut rester isolée dans le monde.

Ses responsabilités politiques et internationales dès 1924 mirent un terme à son activité syndicale en tant que telle mais il ne s'en est jamais vraiment éloigné et il fut un des rares à rester membre de la commission exécutive confédérale de la CGT-U durant 15 ans, de 1921 à 1936, date à laquelle eut lieu la réunification.



Délégation CGT-U à l'ISR en 1922.
A droite au 1^{er} rang Gaston Monmousseau et Pierre Semard - IHS CGT cheminots.



L'Humanité du 19 juin 1928 - Gallica.bnf.fr



Congrès du PCF à Villeurbanne, janvier 1936 - IHS CGT cheminots.



Congrès CGTU à Saint-Etienne en 1922 - IHS CGT cheminots.



Du cheminot ordinaire au militant légendaire. Février 2012 - Conception IHS CGT cheminots

des moyens de reconstruire l'économie bourgeoise ébranlée par la guerre. Nous dénoncions alors les chefs réformistes qui faisaient de ce mot d'ordre une revendication exclusivement d'ordre parlementaire, mais sans en montrer toute la fausseté et le caractère utopique dangereux. Depuis, les événements ont pleinement confirmé la nocivité de ce mot d'ordre.

La leçon des faits a démontré que toute la bourgeoisie - celle de droite comme de gauche - réprima avec la plus grande férocité notre grève de mai 1920, qui avait, en tête de ses revendications cette nationalisation.

...

Les partis réactionnaires comme démocrates (gauches), dénoncèrent alors « les buts révolutionnaires et soviétiques » de la grève, montrant leur parfaite unité de classe et leur volonté de résister à toute dépossession.

Cette leçon n'a pas servi aux chefs socialistes et réformistes. Elle ne peut d'ailleurs leur servir; intégrés dans le régime, leur rôle est de le servir.

En ce moment encore, les projets socialistes de Nationalisation industrialisée » et de coordination des Transports, déposés par Jules Moch, ne servent qu'à aider la bourgeoisie à surmonter la crise, en lui fournissant les meilleurs moyens de rationaliser les chemins de fer et autres transports.

Si l'étatisation des chemins de fer est parfois admise par les capitalistes (notamment pour les industries déficitaires), leur nationalisation industrialisée, présentée par les chefs socialistes comme une « étape dans la voie du Socialisme », est une absurde sottise, quand pour la réalisation ils s'adressent au bon vouloir de la classe capitaliste pour qu'elle consente à céder une partie de ses privilèges de classe possédante et dirigeante.

Concevoir que dans l'ordre capitaliste, la bourgeoisie accepte la création d'un « secteur socialisé », et le laissera créer, concevoir qu'elle collabore, dans ce secteur, aux « organismes économiques autonomes » placés à la tête des industries nationalisées et « gérées par les grandes collectivités », ainsi que le proposent les chefs réformistes et socialistes, c'est duper cyniquement les ouvriers. En réalité, la bourgeoisie ne voit et n'agit que pour sauvegarder et servir ses intérêts de classe. Quand elle utilise les mots « d'intérêt public » et « d'intérêt général », c'est toujours pour ses buts et intérêts de classe.

Aussi, la grève de mai 1920 qui était imprégnée d'esprit révolutionnaire, se déclenchait sur une revendication réformatrice parfaitement illusoire. Cette grève conte-

nait en elle son propre avortement, les cheminots n'ayant ni but clair de réforme, ni but de révolution.

...

La CGT. avait promis le soutien de la grève des cheminots par la grève générale de toutes les industries.

Or, elle manœuvra de telle façon en déclenchant les grèves d'industries étape par étape, par « vagues d'assaut », que ses « vagues » mouraient avant leur flux, les travailleurs ne comprenant pas et n'ayant aucune confiance dans cette trop savante stratégie !

Ainsi, les métallurgistes qui, en grand nombre, s'étaient mis en grève dès le premier jour, durent cependant reprendre le travail sur les ordres de la CGT. pour attendre le tour de leur « vague d'assaut.» Pas besoin de dire que quand on leur demanda quelques jours après de débrayer, ils envoyèrent promener les chefs réformistes. Ceux-ci avaient sciemment brisé le ressort révolutionnaire des masses et ils manœuvrèrent habilement pour briser le mouvement et pour « casser les reins aux militants révolutionnaires. »

Paul Boncour se fit l'avocat de la CGT. auprès du gouvernement Millerand pour marchander la liquidation de la grève. Et le 15 mai, la CGT. prenait la lâche décision de faire reprendre le travail à toutes les corporations, sauf pour les cheminots. Les militants révolutionnaires à la tête de la Fédération n'acceptèrent pas de capituler si honteusement quand 250 000 travailleurs luttèrent.

Peu à peu, les militants révolutionnaires étaient arrêtés et inculpés de « complot contre la sûreté de l'État ». Cette opération de répression se conjugua avec le marchandage et la capitulation des chefs réformistes. Les chefs réformistes étaient libres, les quelques-uns qui avaient été jetés en prison furent rapidement relâchés.

Et quelques jours après la grève, alors que les dirigeants révolutionnaires qui avaient été placés à la direction de la Fédération par le Congrès de Japy étaient sous les verrous, Bidegaray était réélu Secrétaire général. Il l'était par ceux des membres du Conseil fédéral qui avaient fait les jaunes et brisé la grève sur leurs réseaux, associés à d'autres ayant fait grève sous la pression des masses, mais foncièrement réformistes.

Malgré les emprisonnements, malgré les attaques et les mensonges, la minorité révolutionnaire organisée dans les CSR reprenait sa marche ascendante au sein de la CGT.

La bourgeoisie et les chefs réformistes ne voyaient pas sans inquiétude grandir et menacer de prendre la direction de la CGT...

... Dans les premiers mois de 1921, des syndicats d'employés, d'ouvriers agricoles, de

services publics, des ports et docks, des services de santé, des mineurs, furent tour à tour exclus de la CGT pour leur appartenance aux CSR et pour leur opposition à la politique réformiste de la CGT.

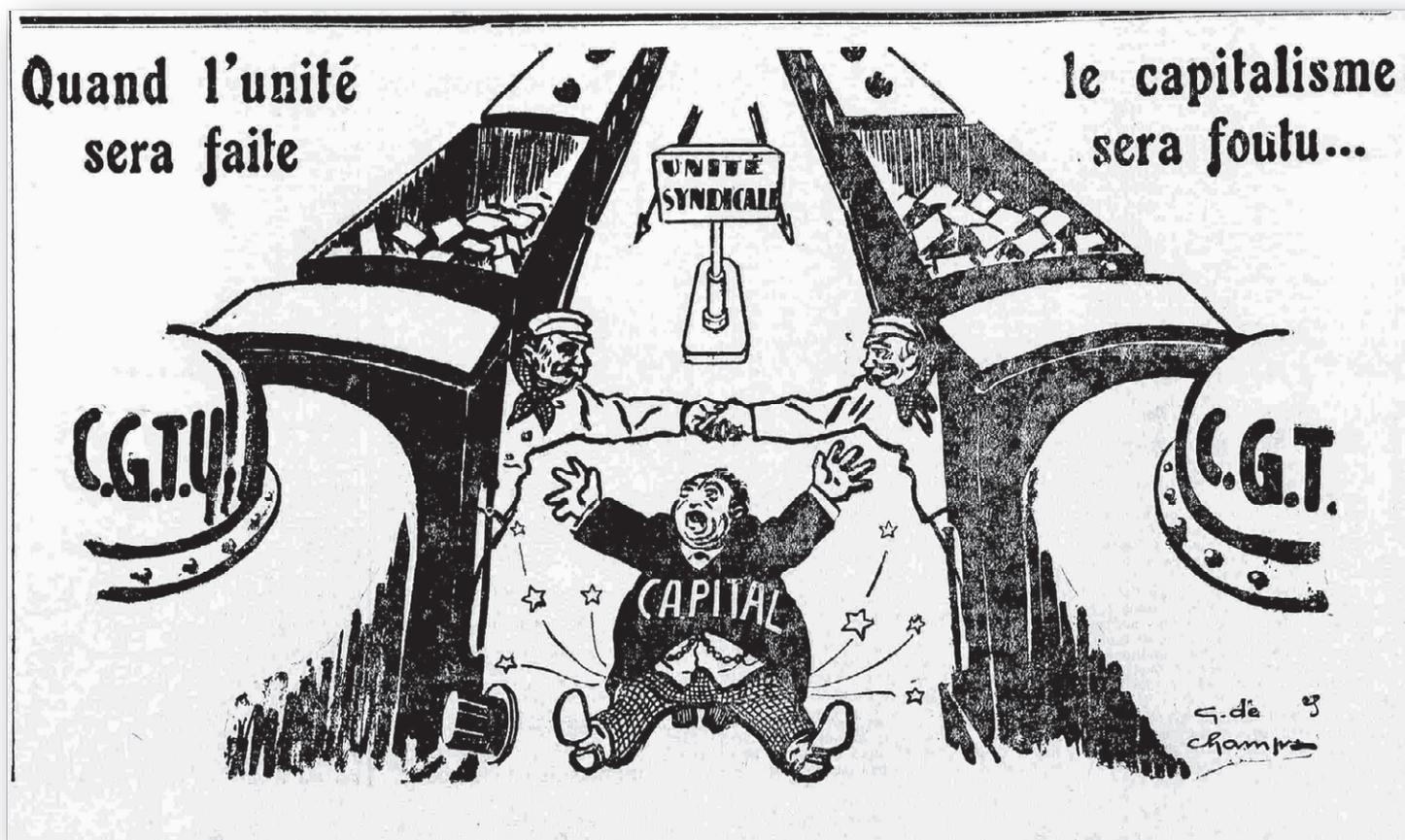


Illustration parue dans la *Tribune CGT-U* de mai 1925 - IHS CGT Cheminot

Histoire de la fédération écrite par Pierre Semard pendant son emprisonnement à Bourges (1940/1941)

Extraits concernant le rassemblement populaire, la réunification syndicale, les avancées revendicative sous le gouvernement du Front Populaire

Depuis 5 années, la crise économique sévit avec son cortège de chômage et de misère. Toutes les mesures prises pour y remédier frappent surtout la classe ouvrière et les petites gens. On prétend que c'est une crise de surproduction et cependant des centaines de milliers de familles manquent du nécessaire parce que le chef de famille reste sans travail, cela n'empêche pas qu'on brûle ou jette à la mer le café, le thé et jusqu'au bétail, cependant qu'on arrache ici, la canne à sucre, là la vigne et qu'on réduit un peu partout l'étendue des terres ensemencées.

Les économistes bourgeois qui péorent sur les moyens de conjurer la crise, ne semblent pas comprendre que ces faits, que la situation qu'ils créent, sont la condamnation irrémédiable du système capitaliste de ses méthodes économiques et politiques.

Mais on répond au mécontentement du peuple par une politique réactionnaire et que ne trouve jamais assez réactionnaire la grande bourgeoisie. C'est pourquoi dans les moments difficiles, elle met tout en œuvre pour s'assurer le pouvoir, pour avoir ses hommes au gouvernement. Les hommes politiques « dits de gauche » ne sont pour elle qu'un appoint ; elle les utilise à condition qu'ils fassent entièrement sa politique, sinon tous les moyens lui sont bons pour les chasser du gouvernement : campagnes alarmistes contre le franc, placement des capitaux à l'étranger, spéculation à la baisse des valeurs, des rentes etc.

...

Les gouvernements « de gauche » se montrent incapables de faire face à cette politique agressive de la grande bourgeoisie réactionnaire. Ils laissent se développer librement les organisations fascistes, Croix de Feu et autres et, lorsqu'ils se décident à prendre de tardives et timides mesures, ils voient les troupes fascistes tenter de s'emparer de la Chambre et de l'Élysée ! Ces événements du 6 février 1934 sans être inattendus de la classe ouvrière, l'ont surpris par l'importance et l'imminence du danger qu'ils représentaient pour la démocratie et les lois sociales acquises.

Si l'émeute du 6 février n'est pas parvenue à ses fins grâce à la magnifique action de la classe ouvrière parisienne le 9 et à la puis-

sante démonstration du 12 février, elle a tout de même pour résultat de provoquer l'abandon du pouvoir par les hommes « dits de gauche » et de mettre en place des représentants de la grande bourgeoisie. C'est d'abord Doumergue puis Laval, politiciens comblés d'honneurs et enrichis par les services rendus au capital.

Ce sont alors les décrets se multipliant et qui atteignent les conditions de salaires et de travail. Les cheminots ne sont pas les derniers frappés

Mais, dans tout le pays, l'action contre les organisations fascistes se poursuit créant un rapprochement entre les ouvriers de toutes opinions et, en particulier, de ceux organisés à la CGT et de la CGT-U.

...

C'est dans cette situation grave que se constituèrent les premiers syndicats uniques, Marseille ayant donné l'exemple. Pour la première fois, depuis 1921, date de la scission, l'accord prenait une forme organique, les réunions se faisaient en commun et les deux bureaux CGT et CGT-U siégeaient ensemble et prenaient les décisions également en commun.

Dès son apparition, notre fédération unitaire salua cette initiative d'unité et décida de pleinement s'y associer ouvrant la « Tribune » à la propagande en leur faveur.

La fédération confédérée fit d'abord le silence puis, en présence de leur développement, elle se décida à les combattre et à rappeler à l'ordre deux de ses militants qui collaboraient dans les syndicats uniques.

Mais l'élan était donné et les événements poussaient irrésistiblement à l'unité ; alors les dirigeants réformistes devinrent un peu plus circonspects. Ils se déclarèrent pour l'unité, mais en chicanant sur sa réalisation à la base et en disant que c'était là une affaire d'entente au sommet, entre dirigeants des fédérations et des deux CGT. Ils acceptent une action commune pour les revendications et invitent les autres organisations des cheminots : « chrétiens » et « professionnels ».

Mais ce que veulent les cheminots, c'est l'unité rapide et totale et, dans les premiers mois de l'année 1935 presque tous les syndicats de cheminots sont en rapport entre

eux ; les congrès d'unions sont envisagés sur le Midi, le PLM, l'Est.

N'ayant pu résister à cette volonté d'unité, à ce développement de son organisation, les dirigeants réformistes des Unions de Réseaux cherchent à en orienter la réalisation sur la base de leurs conceptions et en s'assurant, si possible, les directions des syndicats... Nous décidons de passer outre à ces petites manœuvres qui visent à s'assurer la direction du mouvement et d'accepter la parité à tous les échelons de l'organisation.

Nous sommes au 14 juillet 1935, qui va revêtir une ampleur particulière. Le mouvement d'unité s'est développé non moins rapidement sur le plan politique, et tous les partis et organisations de gauche se sont réunis dans le Rassemblement Populaire. Le matin du 14 juillet, les représentants de tous les partis, avec des délégations venues de tous les points du pays, se réunissent au stade Buffalo pour une manifestation de serments au terme duquel les partis et organisations formant le Rassemblement Populaire « jurent de rester unis pour la défense des libertés contre le fascisme ». De ce moment, les rapports entre dirigeants des fédérations et des deux CGT vont se généraliser et la question d'une unité totale par la création d'une CGT unique est virtuellement décidée. Certes, il y aura encore beaucoup de résistance à vaincre et de difficultés à surmonter mais les masses en mouvement apporteront leur irrésistible pression.

Les premiers congrès d'unions de réseaux se tiennent et ont lieu dans la plus grande fraternité entre délégués... Comme la Fédération confédérée tenait son congrès national, une délégation de notre fédération unitaire s'y rendit pour saluer celui-ci et y lire une déclaration sur l'unité fédérale. Nous fûmes reçus courtoisement et notre déclaration fut bien accueillie, mais il était visible que des résistances existaient encore, notamment sur le réseau de l'Etat où les progrès pour l'unité étaient lents et rencontraient plus qu'ailleurs hostilité sourde des cadres réformistes.

A la suite de ce congrès les rapports entre les représentants des deux fédérations s'établirent pour jeter les bases de l'unité fédérale. Il s'agissait d'élaborer un projet de statuts fédéraux qui ainsi fixerait les points d'accord et de désaccord sur l'unification de façon que le congrès d'unité se prononce. Les principaux points de friction étaient :

- Sur le rôle des Unions de Réseaux
- Sur la composition paritaire de la direction fédérale
- Sur le référendum en cas d'action.

Les chefs réformistes s'efforçaient de faire triompher leurs conceptions dans cette discussion, qui portait davantage sur des

points d'organisation que sur des idées mais qui laissait clairement voir leur crainte des masses et de leur action de classe.

Sur la parité, nous les avons pris à leur propre piège. Nous avons accepté la parité qu'ils réclamaient là où nous étions la majorité, mais ils nous avaient refusé celle-ci dans les Unions Est et PO où ils étaient les plus forts. Nous voulions que le Congrès fédéral d'unité juge leur attitude peu loyale et décide la parité dans les organismes fédéraux.

Sur le référendum, nous étions disposés à une transaction, mais comme ils en faisaient une question de principe et qu'au fond ils y étaient poussés par leur crainte de la grève, nous laissâmes le soin d'en décider au Congrès.

Pour les Unions, notre conception était qu'elles devaient être des organismes de la fédération, entièrement subordonnés à ses décisions et à sa discipline et qu'il n'y ait pas autant de Fédération dans la Fédération qu'il existe d'Unions de Réseaux. Nous ne parvînmes pas à faire triompher complètement cette conception dans les discussions et les concessions que nous obtinrent et qui firent l'objet de modifications aux articles de statuts qui nous étaient proposés, ne changèrent rien dans les pratiques indépendantes et autonomes des Unions à l'égard de la Fédération.

Le Congrès fédéral d'unité de décembre 1935 fut important par le nombre de ses délégués et par le caractère de la discussion sur les problèmes d'organisation de la fédération.

Nous triomphâmes sur nos propositions d'organisation et de parité de direction, mais le congrès, à une petite majorité, adopta le référendum.

Parallèlement à la réalisation de l'unité chez les cheminots, le mouvement d'unité se développa dans les autres fédérations d'industries. CGT et CGT-U tenaient leur congrès. Ce fut l'occasion de l'envoi de délégations réciproques qui vinrent saluer ici et là les assises et faire les premières déclarations sur la réalisation de l'unité confédérale. Si la réception de la délégation confédérée fut des plus enthousiaste à la salle des fêtes d'Issy-les-Moulineaux où siégeait le congrès de la CGT-U, la réception de la délégation unitaire fut plutôt froide et réservée en la salle de la Mutualité où se tenait le congrès de la CGT.

Cependant, dans tout le pays, le « Front Populaire » soulevait l'enthousiasme du peuple travailleur et la menace fasciste était jugulée.

Cela allait également influencer le congrès d'unification des deux CGT (qui était fixé en février 1936) à Toulouse.

A la Fédération maintenant unifiée, nous faisons nos premiers pas dans la collaboration entre dirigeants ex-confédérés et

ex-unitaires. Celle-ci fut bien précaire dans ses début car la confiance commune faisait défaut. C'est dans les responsabilités et le travail que celle-ci allait s'établir peu à peu ; mais elle fut toujours réticente chez certains réformistes qui n'avaient accepté l'unité qu'à leur corps défendant.

La volonté d'union, sa plus grande solidité à la base, dans les syndicats, le recrutement intense, tout cela allait aussi contribuer à transformer l'atmosphère dans les directions d'unions et de la fédération.

L'unité avait eu un premier résultat – très important – elle avait modifié également l'état d'esprit des dirigeants des chemins de fer qui ne pouvaient plus ignorer la fédération, où éliminer celle-ci au profit de celle-là.

Nous dressâmes un cahier de revendications qui fut porté à la connaissance du Comité de Direction des réseaux. Mais ce cahier allait bientôt se trouver insuffisant dans le rapide déroulement des événements.

En effet, les élections législatives de mai 1936 donnaient une imposante majorité au Front Populaire et le groupe parlementaire socialiste étant le plus nombreux, c'est à ses dirigeants qu'avait été confiée la constitution du gouvernement. Blum était Président du Conseil.

Les masses travailleuses appuyèrent alors cette victoire électorale par une puissante manifestation de masse qui prit le caractère d'une occupation pacifique des entreprises, magasins, banques, etc....

La bourgeoisie, déjà déconcertée par la victoire du Front Populaire, fut décontenancée par cette manifestation de force de la classe ouvrière. Les représentants du patronat de la « Confédération de la Production Française » signèrent alors avec les représentants de la CGT un accord, sur un certain nombre de revendications à réaliser dont celle des Conventions Collectives, appelé du nom du local où il fut conclu : Accord Matignon.

De notre côté, une délégation fédérale était officiellement reçue par le Comité de Direction et s'entretenait avec celui-ci des revendications à réaliser immédiatement.

Nous réclamions alors :

Les 21 jours de congés payés

La semaine de 40 heures

L'augmentation des traitements et retraites
L'amélioration et l'unification des facilités de circulation

L'élaboration d'une Convention Collective

La réintégration des révoqués

Comme l'occupation des usines continuait et se développait, gouvernants et dirigeants des chemins de fer craignaient que les cheminots se livrent à leur tour à une occupation qui, disaient-ils finirait de paralyser la vie économique du pays.

Cela n'était pas dans l'esprit des cheminots. Cependant ils étaient aussi impatients que les autres travailleurs d'obtenir des réalisations.

Les éléments socialistes de la direction fédérale qui avaient maintenant leurs chefs au pouvoir, avaient hâte d'obtenir quelque chose pour apaiser l'effervescence qui gagnait notre corporation.

...

De par la convention de 1921, nous nous trouvions dans cette situation qu'aussi bien pour les traitements que pour les conditions de travail, la décision à intervenir devait avoir l'agrément des pouvoirs publics. De sorte que si une occupation des chemins de fer avait été faite, celle-ci se trouvait dirigée non contre les capitalistes et dirigeants des chemins de fer, mais contre le gouvernement de Front Populaire.

C'était une situation extrêmement délicate et le gouvernement, qui redoutait cette éventualité, reçut une délégation de la fédération. L'entrevue eut lieu au domicile de Léon BLUM.

...

Après discussion, il fut décidé que le gouvernement interviendrait auprès du Comité de Direction des chemins de fer pour l'octroi immédiat des 21 jours de congés et que les cheminots bénéficieraient des 40 heures et des conventions collectives, comme tous les autres travailleurs. C'était une importante satisfaction que nous obtenions, qui allait faciliter la réalisation de ces revendications devant le Comité de Direction.

...

C'était une période où on obtenait ce qu'on demandait, mais cela n'allait guère durer. La collaboration était devenue fraternelle et cela facilitait le travail. La loi de 40 heures n'était pas votée qu'une commission fédérale élaborait déjà les textes de son application dans les chemins de fer. Cependant la bourgeoisie, remise de l'émotion que lui avait causée l'occupation des entreprises, la violation de sa « sacro-sainte » propriété, commençait à respirer avec la reprise générale du travail. Elle allait vite se ressaisir et s'organiser pour résister d'abord aux revendications en cours et les attaquer ensuite. La « Confédération de la Production Française » se réorganisait, se centralisait et devenait la « Confédération du Patronat Français ».

Une lutte sourde commençait contre la CGT et ses fédérations. Le patronat et les organisations fascistes poussaient à la création des syndicats professionnels.

Au Comité de Direction, on employait la tactique de gagner du temps en faisant traîner les discussions. Comme il nous était difficile de mener de front la réalisation des diverses revendications, nous avons décidé de commencer par les facilités de circulation, le relèvement des salaires et les 40 heures et d'aborder ensuite la grosse question de la Convention Collective qui allait transformer le statut du personnel.

Bien que nous continuions à réaliser au point de vue revendicatif des améliorations sensibles aux facilités de circulation, ayant obtenu un décret réglementant les 40 heures dans les chemins de fer, ainsi que la réintégration complète des révoqués et certains autres avantages pécuniaires, les difficultés créées par l'offensive capitaliste qui se développait contre les nouvelles lois sociales contrastant avec les faiblesses du gouvernement à y résister, les résistances que nous opposaient également les dirigeants des chemins de fer, avaient ressuscité les heurts et désaccords entre militants de la direction fédérale.

Sur la réalisation des revendications en suspens et notamment de la convention collective, des divergences de tactique se faisaient jour. Parmi les ex-confédérés, certains étaient disposés non à se battre pour arracher le maximum, mais à céder en disant que nous retardions seulement les réalisations sans espoir d'obtenir davantage !

...

Nul doute que le capitalisme n'ait vu, avec la plus grande satisfaction, ces premiers déchirements intérieurs et qu'il ait contribué à les aiguïser. Les « opposants » de la CGT donnaient une base théorique à leur attitude en reprenant les vieilles formules à peine rafraîchies, de la collaboration de capital et du travail. Ils attaquaient violemment le Front Populaire en demandant à la CGT de se retirer du rassemblement et de

pratiquer une politique « indépendante », la centrale syndicale étant, disaient-ils, assez puissante pour faire ses affaires elle-même et décider de ses rapports avec le patronat. Toute cette « pureté syndicale » des opposants n'avait d'autre but que de faciliter les compromis avec le patronat en pratiquant une politique de concessions et en offrant la collaboration des organismes et militants locaux et régionaux de la CGT.

...

Aux difficultés intérieures suscitées par le grand capital, [on multipliait les manœuvres contre le franc pour créer des difficultés financières au gouvernement], venaient s'ajouter les périls créés par le développement et les provocations du fascisme à l'extérieur.

...

Le gouvernement de Front Populaire avait fait adopter par les Chambres la loi de 40 heures et les congés payés, la loi sur les conventions collectives, ce qui constituait un progrès considérable ; mais il manquait d'énergie pour juguler les éléments capitalistes qui lui multipliaient les difficultés financières en allant jusqu'à l'évasion massive des capitaux et l'attaque sur les divers marchés boursiers. Finalement, acculé à la dévaluation, sans pour cela rétablir les finances de l'Etat, il capitula en donnant sa démission. C'était une grave faute qui allait avoir des conséquences pour l'ensemble du Front Populaire.

Lendemain de victoire

IL FAUT MAINTENANT RÉALISER

Le peuple travailleur de notre pays a voté en masse pour le pain, la paix et les libertés.

Il a accordé sa confiance aux candidats du Front Populaire.

Il a indiqué qu'il voulait que ça change !

Que cesse la politique néfaste des pleins pouvoirs et des décrets-lois, qui a servi aux gouvernants d'hier à faire payer les pauvres et à protéger le profit et les privilèges des riches.

Que cesse également le soutien des ligues fascistes qui organisent ouvertement la guerre civile, en vue de supprimer toutes les libertés.

Qu'on en finisse enfin avec la politique de complaisance et de complicité à l'égard des Etats fascistes mussolinien et hitlérien.

Le peuple travailleur veut que les riches paient et que les décrets de misère soient abrogés.

Il veut que les ligues fascistes soient immédiatement désarmées et dissoutes.

Il veut que la paix soit fortement organisée sous l'égide d'une Société des Nations renouée ; qui soit capable de réaliser entre Etats la sécurité collective, capable de poursuivre le désarmement que celle-ci permettrait, et qui ait enfin la capacité de mettre à la raison tout Etat agresseur.

Le Front Populaire a ces revendications dans son programme.

Le Gouvernement de demain a pour tâche de réaliser celui-ci.

C'est ce que veut et attend le peuple travailleur. Le Gouvernement qui réalisera ce programme peut être certain de son appui total.

Certes, personne ne se dissimule les difficultés. Chacun sait que la grande bourgeoisie, que les 200 familles organisent la résistance ; qu'elles s'efforcent par exemple de créer la panique financière pour mettre le franc en mauvaise posture.

Le coup est classique !

La majorité Front populaire au parlement et le Gouvernement ne céderont pas à cette pression du « mur d'argent », à ce chantage ignoble des ennemis du peuple et du pays.

Avec tranquillité mais avec une grande fermeté, les mesures de sauvetage du franc et de réorganisation financière devront être immédiatement prises. Les fraudeurs, les spéculateurs, quels qu'ils soient, devraient, selon nous, être mis hors d'état de nuire, dénoncés au peuple comme traîtres à leur pays, et à titre d'exemple, dépossédés de tous leurs biens.

Ces premières mesures de salubrité seraient un salutaire avertissement à tous ceux qui font trop bon marché de l'honnêteté et qui voudraient continuer à s'enrichir de la ruine et de la misère des pauvres gens.

Le mouvement syndical qui participe activement au Front populaire ne peut que donner son appui et son aide à un gouvernement réalisateur.

La C. G. T., sur la base de son plan, a déjà fait des propositions concrètes pour la mise en route des grands travaux et pour obtenir leur financement, pour l'application des contrats collectifs et de la semaine de 40 heures, etc...

De son côté, notre Fédération va poursuivre son action en vue d'obtenir rapidement l'abrogation des décrets qui ont frappé les traitements, indemnités et retraites, entraîné le retard dans l'avancement et conduit à des mesures de coordination du rail et de la route, qui mettent en péril la situation et la carrière même des cheminots.

Mais surtout, que nos camarades ne se laissent pas gagner à l'illusion qu'ils obtiendront sans efforts et sans action syndicale les revendications qui leur sont chères.

Toute notre organisation fédérale, des sections techniques de syndicats au bureau fédéral, doit agir, multiplier la propagande, décupler le recrutement pour porter rapidement notre Fédération à 200.000 membres.

La question primordiale dans la situation présente, c'est que notre mouvement syndical tout entier continue à agir comme force indépendante, suivant les décisions du Congrès de Toulouse.

Que dans les conditions d'un gouvernement qui se donnera pour mission de défendre les intérêts et revendications du peuple, il organise plus fortement et dirige l'action revendicative des travailleurs.

C'est-à-dire, qu'associant l'action syndicale à celle de toutes les forces du Front populaire, il aide et pousse le gouvernement à réaliser.

Si besoin est, qu'il soit à même de faire s'exercer la pression des masses pour vaincre les difficultés que le capitalisme ne manquera pas de dresser sur sa route et pour surmonter ses hésitations, si elles se produisaient !

Ainsi, le peuple travailleur retirera les fruits de sa victoire électorale, gagnera plus de bien-être, sauvegardera ses libertés syndicales et politiques et garantira la paix.

Pierre SEMARD.

Article paru dans la Tribune
du 15 mai 1936.

IHS CGT Cheminot



Le problème de la coordination du rail et de la route

La coordination du rail et de la route est un problème d'une brûlante actualité.

C'est une question d'un intérêt trop grand pour l'économie du pays et dans le domaine social, pour que notre Fédération des travailleurs des chemins de fer puisse s'en désintéresser.

Rappelons que, depuis 1934, plusieurs décrets et arrêtés ont été pris en vue de réaliser cette coordination.

En vérité, on a piétiné, parce que quantité d'intérêts se trouvaient en jeu, et ceux-ci ont réussi à mettre en échec les dispositions que contenaient les décrets.

Cependant, la situation des transports n'a cessé d'empirer, particulièrement dans les chemins de fer, où le déficit a atteint le chiffre astronomique de plus de 30 milliards de francs.

Continuer, c'était aller à la catastrophe !

C'est alors qu'ont été pris les décrets du 31 août 1937.

Le premier décret fixait les conditions de réorganisation du régime des chemins de fer.

Le deuxième décret intéressait la coordination des transports. Il prévoyait la création :

1° De Comités techniques départementaux.

2° La constitution d'un Conseil supérieur des transports.

Ce décret présentait un intérêt certain qui permettait d'espérer qu'on allait enfin rompre avec les errements du passé.

Or, à six mois de sa promulgation, il ne semble pas que les dispositions soient vraiment appliquées dans l'esprit même du décret.

Sans doute, un certain nombre de Conseils généraux ont adopté des plans de réorganisation et coordination qui aboutissent à d'importantes fermetures de lignes au service des voyageurs.

Mais, nous constatons que bon nombre de ces propositions avaient déjà été faites dans les années 1934, 1935 et 1936 et qu'elles n'avaient pas, alors, reçu l'agrément des populations intéressées.

Peut-être ont-elles été reconsidérées, pour employer un mot à la mode ? Mais ont-elles été sérieusement étudiées ? Nous nous permettons d'en douter !

Pourtant, les assemblées départementales les ont soumises au ministre des

Exposé de Pierre SEMARD au Poste de Radio-Cité le 8 Mars

Travaux publics qui les a communiquées, pour réalisation, à la Société Nationale des Chemins de Fer.

Et c'est ainsi que, brusquement, est envisagée la fermeture d'environ 6.000 kilomètres de lignes au service des voyageurs.

Ces années passées, on parlait de supprimer plus de 10.000 kilomètres de lignes et de réaliser une compression massive de personnel.

C'est dans la même voie qu'on s'achemine.

Observons que le Conseil supérieur des transports ne s'est pas encore prononcé. A notre connaissance, il n'a tenu qu'une seule séance, inaugurale.

L'article 39 du décret du 31 août 1937 donnait des pouvoirs très étendus au Conseil supérieur des transports, le décret du 25 février dernier lui retire une partie importante de ceux-ci. A notre avis, le Conseil supérieur des transports devrait juger s'il est bien conforme aux intérêts régionaux et nationaux, que des milliers de kilomètres de lignes de chemins de fer restent partiellement inutilisés, ou soient totalement supprimés.

Nous comprenons parfaitement la nécessité d'une réorganisation et d'une coordination des transports. Selon nous, celle-ci suppose une répartition judicieuse du trafic entre les divers modes de transport, et, pour l'ensemble, sinon des tarifs uniques, du moins leur rapprochement et leur adaptation, afin que ne persiste pas une ruineuse concurrence qui, d'ailleurs ne profite pas aux usagers. Enfin, il est nécessaire qu'il y ait égalité dans les charges et dans les obligations.

Notons qu'on met en avant les économies à réaliser. Pour une part, celles-ci nous semblent être mal calculées car si des dépenses peuvent être évitées par des suppressions de trains et de lignes, elles se trouveront inévitablement reportées sur les services routiers et sur l'entretien des routes.

Ceci dit, la coordination ne saurait être réalisée par une hécatombe de lignes de chemins de fer d'intérêt général et

d'intérêt local, c'est-à-dire par la destruction du chemin de fer.

Il est des lignes, même déficitaires, qui doivent être maintenues pour des besoins saisonniers importants, pour des besoins économiques et stratégiques, etc... Avant de décider la suppression de lignes, il faut aussi tenir compte des mauvaises conditions économiques de ces cinq dernières années et des possibilités d'une reprise de l'activité économique du pays, avec les besoins qu'elle peut alors engendrer.

Il faut encore tenir compte que le réseau ferré existe avec ses ouvrages d'art, avec ses voies tracées et entretenues. En le réorganisant et en le modernisant, on peut, dans des conditions moins onéreuses qu'une transformation complète ou qu'une cession à un réseau routier, réaliser des économies.

L'emploi développé des autorails et la poursuite de l'électrification permettront au chemin de fer de répondre aux exigences de la vie moderne, dans des conditions moins onéreuses d'exploitation.

Ainsi, quand nous défendons le chemin de fer, c'est dans l'intérêt des usagers, de la collectivité et de l'économie du pays, et, bien entendu, pour sauvegarder les intérêts de 500.000 cheminots.

Or, des milliers et des milliers d'agents des lignes supprimées au trafic des voyageurs et des lignes complètement fermées, vont être rendus disponibles. Ils doivent changer de résidence et abandonner, pour certains, la petite maison ou alors le foyer familial.

C'est, pour notre corporation, la perspective d'une diminution massive de personnel, au moment où le chômage reste important et inquiétant, dans une situation de crise économique persistante.

Les assurances qui ont été données au personnel que ses intérêts seraient sauvegardés ne le tranquillisent guère, car les conséquences de telles mesures de suppression de milliers de kilomètres de lignes auront une portée considérable dans le domaine de la production et du travail en général.

C'est pourquoi notre Fédération Nationale des travailleurs des chemins de fer croit devoir poser le problème publiquement, en attirant l'attention des usagers du chemin de fer et celle des pouvoirs publics intéressés.

Coordination, oui ! mais coordination étudiée et réfléchie, réalisée au service du pays, et en utilisant au maximum le magnifique réseau de voies ferrées qui est sa richesse, et qu'il serait criminel de laisser dépérir et détruire.

UN HOMME POLITIQUE SUR TOUS LES FRONTS

À l'œuvre dans la construction du mouvement communiste



L'Humanité du 18 mars 1928 - Gallica.bnf.fr

Très vite son action syndicale et politique le conduit sur le terrain international. Ses responsabilités au sein du Parti communiste l'amènent à prendre part au Présidium de l'Internationale communiste à partir duquel il travaille à la question de l'unité syndicale internationale.

En effet, après une entrée au comité central du PCF il en devient secrétaire général à partir de 1924/1925.

Il participe au resserrement des liens entre le parti et la CGT-U. C'est aussi l'époque où se rassemblent au sein du PCF les différentes générations et courants qui vont le constituer ; où des dirigeants syndicaux entrent au bureau ; où s'affirment la démarche d'inscription du PCF dans la vie politique française y compris parlementaire.

Dans de vifs débats sur la ligne classe contre classe, il sera parmi les artisans de la tactique de front unique de tous les travailleurs, ne rejetant pas des alliances avec les socialistes.

Dès 1925, contre la droite et les expressions démagogiques des slogans fascistes il opposa la défense des libertés républicaines et se fit le promoteur de «propositions d'actions communes et de soutien à un gouvernement carteliste ou socialiste qui travaillerait réellement sur la base suivante :

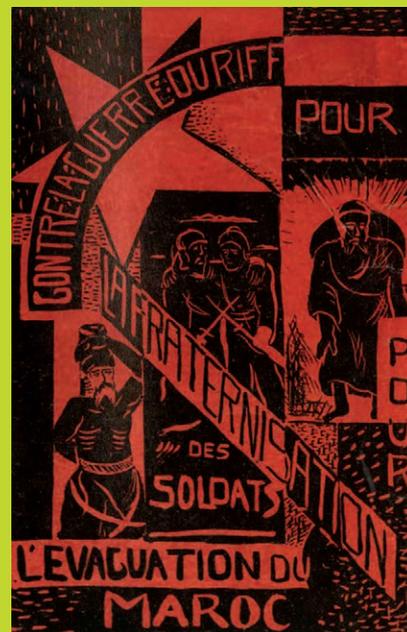
- prélèvement progressif sur le capital et solution de la crise financière aux frais des gros capitalistes ;
- paix immédiate au Maroc et en Syrie
- lutte effective contre le fascisme, notamment par le désarmement et la dissolution des ligues».

Pendant cette période, il inaugure de nouveaux modes de fonctionnement, plus collectifs, plus autonomes, mieux insérés dans la société, plus impliqués dans les institutions républicaines ;

Il défend un projet de réorganisation du journal *l'Humanité* pour assurer son développement et en faire un journal qui «attire l'œil de l'ouvrier».

Dans un climat de confrontations au sein des instances internationales et dans le Parti, Pierre Semard affronta le débat avec distance, réflexion et critiques personnelles.

De retour à la vie syndicale à partir de 1933, il fut aussi conseiller général de Drancy, de 1935 à 1939.



Affiche contre la guerre du Rif (1925-1926) - IHS CGT cheminots.



Carte de circulation de P. Semard de 1939 - IHS CGT cheminots.



Pierre Semard avec Frachon et Monmousseau en 1936 - IHS CGT cheminots.



Ceux que la Droite nommait «Les hommes au couteau entre les dents» en 1920 - IHS CGT cheminots.



Du cheminot ordinaire au militant légendaire. Février 2012 - Conception IHS CGT cheminots

INDIGNÉ, ENGAGÉ, COMBATTANT TOUJOURS

Un meneur éclairé qui vit avec son temps



L'Humanité du 11 février 1934 - Gallica.bnf.fr

Ses origines modestes, ses débuts professionnels divers ont forgé sa conscience de classe et son regard critique sur la société d'alors. Mais c'est la 1^{re} guerre mondiale qui aura cristallisé son esprit de révolte et ses indignations.

Et c'est à nouveau la guerre en gestation (celle de 39/45), la montée des fascismes, la situation en Espagne qui vont étayer la dernière partie de son parcours et motiver ses engagements.

Entre temps, Pierre Semard aura été un meneur éclairé, avec un certain talent pour imposer ses vues ; avec aussi des incertitudes, laissant de côté parfois ses convictions par esprit de discipline et par fidélité à ses engagements fondamentaux de jeunesse.

Ses lectures le marquèrent durablement et accompagneront un autre type d'engagement : le travail théorique auquel il se soumet, qu'il recommande sans cesse à ses camarades et qu'il restitue dans de nombreux écrits.

Son parcours fut celui de combats et de confrontations, sur les terrains de l'internationalisme, du rassemblement, de l'unité syndicale, de l'action syndicale en faveur des revendications, de la solidarité, des libertés républicaines. Il s'impliqua personnellement dans la nationalisation de la SNCF dont la forme et le fond ne lui conviennent pas mais où, fidèle à ses convictions, il va s'efforcer d'associer promotion du monde du travail et développement d'une entreprise publique. Ses interventions au CA de la SNCF sur l'harmonisation des conditions de concurrence, les solidarités entre les salariés de la route et du rail, la réorganisation des chemins de fer, la prise en compte des usagers illustreront le syndicalisme de proposition, d'action et d'intervention dans la gestion qu'il veut promouvoir.

Dans le même temps, il poursuivait son engagement en faveur de l'éducation syndicale et proposait la création de bibliothèques, l'organisation de soirées théâtrales, de visites de musées, d'excursions éducatives...

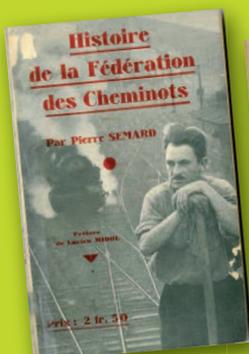
Ses dernières années, qu'il passe en prison, il les mit à profit entre autre pour actualiser et compléter de ses nouvelles appréciations, l'histoire de la fédération des cheminots qu'il avait écrite quelques années plus tôt.



Manifestation du 6 février 1934 - IHS CGT cheminots.



IHS CGT cheminots.



Pierre Semard à la maison de l'Orphelinat à Avernès en 1939 IHS CGT cheminots.



Du cheminot ordinaire au militant légendaire. Février 2012 - Conception IHS CGT cheminots

Extrait d'une longue intervention de Pierre Semard

Le 27 juin 1938 au congrès fédéral

« Notre action pour la paix »

Les autres parties de son exposé – sur les conditions d'action de la fédération dans la situation économique et politique de 1938 – sur la question de la participation de la fédération au C.A de la SNCF – sur le rôle de la SNCF en tant que service public – ont déjà été publiées par l'ihf dans le cahier n° 17 du 2^e trimestre 2002.

[...]

Je suis un pacifiste aussi intégral qu'on peut l'être, mais je n'aime pas recevoir des coups. Quand on me frappe, je riposte. C'est cela mon pacifisme. Si je ne cherche pas les querelles, je n'aime pas qu'on m'en cherche. Quand à la suite des querelles on me tire dessus, je ne me laisse pas tuer : je me défends.

C'est sur cette base que je vais essayer d'aborder la question et de donner notre opinion

Une chose est certaine : c'est que depuis quelques années, le fascisme et la guerre gagnent du terrain en Europe et en Extrême-Orient. Une chose est certaine : c'est le triomphe de la politique du coup de force, qui est dû aux erreurs et aux faiblesses des États démocratiques.

On parle d'indépendance des États. Il n'y a plus d'indépendance des États quand l'Éthiopie est occupée, quand l'Espagne est en guerre pour défendre son indépendance, quand la Chine est en guerre pour défendre son indépendance, quand l'Autriche passe sous la botte hitlérienne, quand la Tchécoslovaquie est menacée et quand, demain, ce sera peut-être le tour d'autres minorités allemandes qui s'appellent la Lituanie et l'Alsace-Lorraine.

Chers camarades, il n'y a pas eu de sang versé en Autriche, c'est vrai. Voilà une conquête pacifiste, dira-t-on. Mais l'Autriche était trahie de l'intérieur comme l'a été l'Espagne, comme nous l'étions nous-mêmes. Nos gouvernants et nos magistrats ont l'air d'oublier la préparation de guerre civile dirigée par le CSAR avec le général Dusseigneur à sa tête !

Chez nous on a évité le coup de force. Peut-être ne l'a-t-on que retardé.

La trahison a été si complète en Autriche que la résistance a été quasi impossible.

Mais le sang coule à flots en Espagne parce que le peuple républicain a résisté. On peut aujourd'hui dresser le bilan de la politique dite de non-intervention. N'accusons personne ! Constatons que nous avons été une fois de plus les dupes et que, pour les Répu-

blicains, c'est un véritable crime contre les démocraties internationales.

Aujourd'hui on parle des erreurs des traités de Versailles, Saint Germain, Trianon. Oui il y a eu erreur dans le morcellement de l'Europe centrale et de l'empire austro-hongrois. L'Autriche était une tête sans corps : un pays agricole qu'on coupait des pays industriels, lesquels manquaient de matières premières et de denrées alimentaires.

Les responsables sont ceux qui ont rédigé le traité de Versailles, c'est à dire ceux qui ont leur nom marqué sur les édifices publics comme ayant bien mérité de la patrie !

Si l'on prend la situation de la Tchécoslovaquie, on voit que seule dans le découpage de l'Europe elle formait un État harmonieusement équilibré grâce à la réunion de régions allemandes et tchèques.

Je ne parle pas des autres pays ce serait trop long.

Après la guerre, au moment où la démocratie allemande n'était pas encore bien consolidée et n'avait pas encore gagné les masses au sentiment de la démocratie, quel a été le jeu de Hitler ? Il s'est présenté comme un homme défendant la nation allemande et luttant contre le diktat de Versailles. Hitler doit sa fortune politique à sa lutte contre le traité de Versailles. Les responsables de l'arrivée de Hitler au pouvoir sont encore ceux qui ont élaboré ce monstrueux traité de Versailles et qui, par la suite, ont pratiqué la politique ridicule et criminelle, par exemple de l'occupation de la Ruhr, au moment où il fallait s'entendre avec une Allemagne démocratique.

L'agression contre la Tchécoslovaquie est préparée par Hitler dans les mêmes conditions qu'il a préparé l'invasion de l'Autriche. Les provocations partent de l'intérieur, du clan fasciste de Heinlein ; les provocations partent de l'extérieur par la menace et la mobilisation des troupes allemandes. La Tchécoslovaquie a résisté ; elle a affirmé et montré qu'elle était capable de défendre son indépendance par tous les moyens.

C'est une position qui, du point de vue pacifisme intégral, n'est peut-être pas très correcte, mais j'affirme que la Tchécoslovaquie a sauvé son indépendance, parce qu'elle a montré qu'elle n'avait pas peur de la force brutale de l'hitlérisme.

Et puis, il y a l'insolence mussolinienne qui répond aux provocations de Hitler. Le Gouvernement de monsieur Daladier recherche l'accord, prêt à capituler sur la question

éthiopienne. Dans le même moment, se produit le voyage du Führer. Cela interrompt les pourparlers et confirme une fois de plus la solidité de l'axe Rome-Berlin. La France insiste. Alors Mussolini répond par son discours de Gênes où il écarte absolument l'accord avec la France en proclamant le renforcement de l'intervention en Espagne. Le Comte Ciano confirme les déclarations de son maître et déclare que l'Italie est fasciste et ne veut pas conclure des accords qui déguisent, sous des compromis éphémères et équivoques, des réserves et des arrières pensées.

Ce qui n'est pas équivoque – cela à l'adresse du Gouvernement Daladier – c'est la politique et ce sont les buts que l'Italie fasciste poursuit par son intervention aux côtés des rebelles espagnols. Cela marque de son sceau la politique guerrière qui est poursuivie par Mussolini, par l'axe Rome-Berlin-Tokyo.

Je veux répondre à l'argument du péril marxiste, considérant que le marxisme n'intéresse pas seulement une catégorie mais tous ceux qui s'en réclament.

Les États fascistes déclarent la guerre sous prétexte de combattre le marxisme. Est-ce qu'il y avait un péril marxiste en Éthiopie et en Autriche ? Y en a-t-il eu un en Tchécoslovaquie ? Est-ce qu'il y en avait même un en Espagne ? Est-ce qu'il y en avait un en Chine ? ce ne sont là que des moyens de la croisade des idées permettant d'organiser la croisade des armes.

La prétendue action contre le marxisme est destinée à masquer les buts de conquête et d'expansion impérialistes qui ont été proclamés et écrits par les dictateurs dans des discours retentissants de Mussolini et dans le « Mein Kampf » de Hitler.

Mussolini et Hitler continuent à agir dans le sens du déchainement de la guerre en Europe. La conquête de l'Éthiopie, l'attaque contre l'Espagne républicaine, l'occupation de l'Autriche, la menace contre la Tchécoslovaquie ne sont que les étapes de la bataille que livrent les États fascistes pour réaliser un nouveau partage du monde.

En Extrême-Orient, le Japon, associé dans l'axe Rome-Berlin-Tokyo, poursuit la même politique dans sa tentative de conquête de la Chine.

Personne ne peut contester, aujourd'hui, que le fascisme ne soit pas la barbarie, la guerre, la misère et la ruine pour les peuples qui sont soumis à ce régime.

Je pourrais citer les plus grands écrivains, par exemple l'écrivain anglais Wells, auteur de « La guerre des mondes », qui dénonce la barbarie du fascisme international et souligne combien la France et l'Angleterre

seraient menacées si l'Italie et l'Allemagne s'implantaient en Espagne et en Méditerranée. En conclusion, Wells dénonce la faiblesse des démocraties devant la provocation du fascisme.

Il en est un autre : le royaliste et catholique Georges Bernanos, qui a séjourné à Palma de Majorque, qui écrit dans son livre « Les grands cimetières sous la lune » ce qu'est la barbarie de l'intervention italienne et allemande en Espagne. Il dénonce l'épouvantable terreur que font régner les assassins fascistes. Il prononce un réquisitoire extrêmement sévère contre le haut clergé espagnol. Il condamne d'une façon impitoyable Franco, en dénonçant ses crimes à l'égard du peuple espagnol et de l'Espagne tout entière.

Aujourd'hui, les crimes du fascisme sont parfaitement connus. Ce qui importe, c'est de réaliser d'abord l'entente des démocraties et aussi l'entente internationale des peuples. L'entente des démocraties ? On a prononcé beaucoup de paroles, fait beaucoup de discours. Les hommes d'État les plus qualifiés ont déclaré qu'elle était nécessaire. Dernièrement encore, c'est Roosevelt qui prononçait un grand discours sur la nécessité de l'entente des démocraties. Il y a quelques jours, c'est son secrétaire d'État Cordell Hull qui, lui aussi, reconnaissait la nécessité de l'entente des démocraties.

Mais nous constatons que les démocraties mettent longtemps pour s'entendre. Même les États-Unis d'Amérique tardent pour agir comme tardent les démocraties européennes.

Cette faiblesse ne provient pas de leur incompréhension des événements mais d'une politique déterminée et clairement exprimée par les conservateurs anglais. Ceux-ci ont justifié leur politique à l'égard de Franco en mettant en avant les intérêts qu'ils ont à défendre en Espagne, aussi bien rebelle que républicaine et ils n'ont pas caché qu'ils misaient sur la victoire des rebelles.

De son côté, le grand capital de notre pays demande, depuis longtemps, la reprise des relations commerciales avec l'Espagne nationaliste. « La journée industrielle » du 2 juin écrivait à ce propos : « Pouvons-nous ignorer longtemps encore l'Espagne nationaliste. L'absence de relations commerciales officielles, causes de graves préjudices à notre économie... Et elle indiquait que « l'Angleterre n'a pas commis cette erreur ».

Ce sont les mêmes qui proposent la fermeture des frontières mais surtout du côté de l'Espagne républicaine. Aider les rebelles, couper les vivres aux Républicains, voilà la politique du capitalisme dans les pays dits démocratiques.

La France est en danger d'isolement, les petits États l'abandonnent, l'Angleterre la traite en vassale, l'Amérique s'étonne de sa faiblesse et de son impuissance.

La France peut bientôt être fermée, sur ses frontières terrestres et coupée de l'Afrique du Nord.

Sans rompre l'alliance avec l'Angleterre, notre sécurité exige autre chose. A notre avis, la politique française devrait être la suivante :

Pas de fermeture de la frontière républicaine ; aide efficace à l'Espagne républicaine et fermeture de la frontière rebelle

Initiative du Gouvernement français pour une Conférence mondiale des États démocratiques

Solide alliance avec l'URSS et organisation de la sécurité collective entre les États démocratiques du monde et en invitant tous les autres États décidés à accepter et respecter ses clauses

Réaliser immédiatement l'union et l'action commune en faveur de la paix par l'entente

des grandes et petites puissances démocratiques

Nous devons défendre la paix. Chaque fois qu'on faut reculer la guerre, que l'on dresse les peuples contre la guerre, on travaille pour la paix. Ce qu'il faut, en dehors de l'entente des démocraties, c'est une plus grande union de notre peuple.

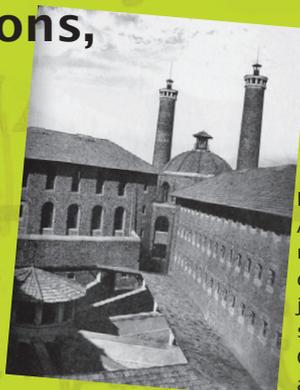
Ici, on n'a pas condamné le Front Populaire. Il y a tellement d'inquiétudes à son sujet qu'il en est qui ont déjà perdu confiance en lui. Cependant, dans notre pays, en ce moment, il n'y a encore que l'entente des peuples qui puisse nous sauver du fascisme intérieur.

Il faut donc un Front Populaire mieux organisé, plus agissant, une CGT plus puissante encore et, le plus possible, unie. Enfin, avec notre union du peuple dans notre pays, il faut réaliser l'union et l'action internationales des peuples. Il y a ici une belle banderole sur l'unité syndicale internationale ; nous voudrions voir réaliser ses termes le plus rapidement possible.

UNE VIE JALONNÉE DE RÉPRESSIONS

Sanctions, révocations, emprisonnements

Dès ses premiers engagements dans l'activité syndicale à Valence, Pierre Semard fut sanctionné par un retrait du secrétariat du chef de gare pour être versé au service des trains. Puis vint une 2^e sanction plus insidieuse avec le changement de son statut militaire et son affectation le 15 novembre 1918 à la frontière belge. Suite à la grève de mai 1920 qu'il anima sur le réseau PLM avec Lucien Midol (élu secrétaire général de la fédération CGT-U en 1924), il fut révoqué (de même que sa 2^e épouse employée au télégraphe à Valence). Pour subvenir aux besoins de la famille, il devint gérant de la coopérative des cheminots.



Prison de La Santé, Paris - Marville.



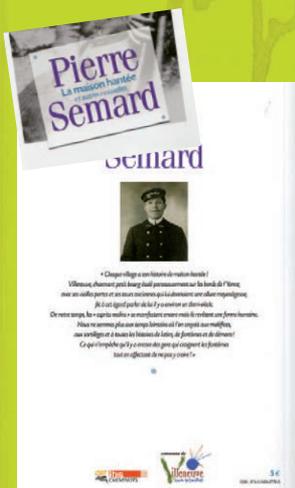
Prison de Bourges - DR.

Représentant la CGT-U à la conférence d'Essen en Allemagne (janvier 1923) pour tenter d'empêcher la réoccupation de la Ruhr, il fut arrêté à son retour (ainsi que beaucoup d'autres délégués) et détenu à la *Santé* jusqu'en mai. Ce fut là son 1^{er} séjour en prison : ce ne sera pas le dernier.

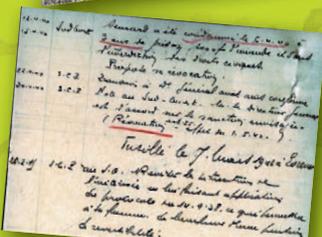
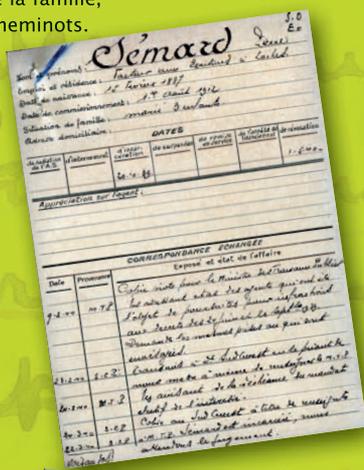
Opposé à la guerre du Rif (Maroc), il est de nouveau arrêté, d'août 1927 à janvier 1928, au nom de la loi contre les menées anarchistes et emprisonné, toujours à la *Santé*, avec 12 autres dirigeants communistes.

Pour avoir signé les tracts appelant à la grève du 30 novembre 1938, il fut démis de ses fonctions au CA de la SNCF, ainsi que Jean Jarrigion l'autre secrétaire de la fédération CGT unifiée des cheminots. Pierre Semard fut traduit devant le conseil de discipline, rétrogradé à son emploi de début (facteur aux écritures) et muté à Loches (Indre et Loire) où il fut arrêté, le 20 octobre 1939 sous l'accusation de détournement de fonds : il avait demandé au trésorier (Raymond Tournemaine) de bloquer en banque les cotisations des adhérents. L'accusation fut ensuite requalifiée en infraction au décret du 16 septembre 1939 qui avait dissout le PCF.

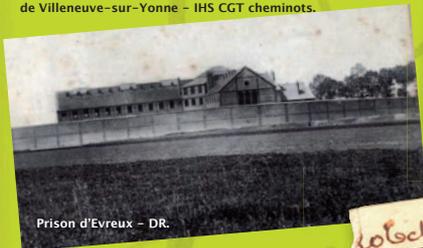
Pour faire bonne mesure, la SNCF le révoqua une 2^e fois ! Emprisonné à nouveau à la *Santé* puis transféré à Fresnes le 9 mai 1940, il fut incarcéré finalement à Bourges pendant 18 mois. Début 1942, alors que sa condamnation était arrivée à son terme, il fut transféré au camp d'internement de Gaillon puis le 6 mars à la prison d'Evreux et fusillé le lendemain comme otage à la demande des autorités allemandes.



La maison hantée et autres nouvelles de Pierre Semard - coproduction avec la ville de Villeneuve-sur-Yonne - IHS CGT cheminots.



Fiche de Pierre Semard - 118LM120/6, Archives historiques de la SNCF, Le Mans.

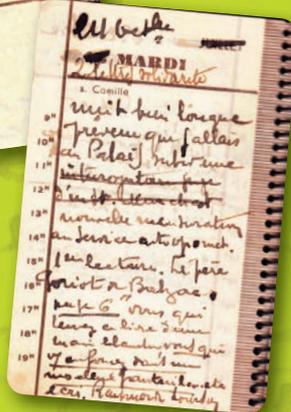


Prison d'Evreux - DR.

Avant cette fin brutale, chaque jour d'incarcération Pierre Semard a consacré une partie de son temps à des lectures et surtout à l'écriture comme en témoignent la somme de notes, lettres, roman, nouvelles, contes, agenda, études de l'histoire humaine, etc. qui ont été retrouvés. Ces écrits témoignent de son énergie à vouloir échapper à l'incarcération, de sa volonté de résistance et de son besoin constant de comprendre et de transmettre.



Carnet personnel de Pierre Semard IHS CGT cheminots.



L'Exode (extrait) - Bourges juin 1940 - Pierre Semard - Heures vécues

Quatre heures du matin ! tout est silencieux dans la prison. Je ne dors pas, j'attends le départ vers une destination encore inconnue. Mais voici que les verrous grincent ! « aller en route ! » jette en passant un gardien. En route ! nous sommes bientôt vingt sept réunis dans le couloir sombre ; vingt sept condamnés politiques. Nous nous connaissons pour la plupart ; mais comme nous avons déjà changé ! Ce sont des figures amaigris et qu'une barbe de plusieurs semaines rend hirsutes. Nous avons le physique du prisonnier ! Ne sommes-nous pas un troupeau d'hommes traité comme des bestiaux ?

On nous éloigne de Paris, par ordre d'en haut, sans doute. A Paris nous sommes encore trop près du peuple... Du peuple qu'on a malmené, mouchardé, persécuté ! Ah c'est qu'on redoute toujours l'explosion de sa colère ; on la redoute dans le moment où la situation tourne mal !

Nous voilà vingt sept enchaînés comme des galériens, parqués dans deux cars. Nous voilà vingt sept enchaînés au poing. Ces hommes sont jeunes ; ils nous gardés par des mobiles, mousquetons au poing. Ces hommes sont jeunes ; ils nous regardent à la dérobée ; ils ont l'air d'être des ordres sévères, ils ne doivent pas nous parler... Sans doute leur a-t-on dit que nous étions plus redoutables que des bandits !

En route pour une autre prison, « quelque part en France » selon la formule bon-sacrée ! ...

...Le spectacle de la route est devenu affligeant ; nous croisons des charrettes garées sur les bas côtés, des gens couchés au dessous dormant encore. On y voit entassés des meubles, de la literie, des cages de volailles. Tout cela paraît avoir été empilé là au hasard, au moment de fuir devant la tourmente... Nous devançons des camionnettes où sont entassés femmes et enfants, tous avec de pauvres figures fatiguées, défilées. Ceux-là viennent de Belgique et du nord de la France ! ...

...Nous bifurquons sur la route de Bourges. Serait-ce là, le « quelque part en France » ? ...

Nous sommes aussi dépassés par de puissantes voitures ; voitures de luxe qui portent sur leurs toitures des malles, des matelas ! Ceux-là se dirigent vers leurs villas sur des plages à la mode, ou leurs maisons de campagne ! Contraste terrible avec les malheureuses charrettes et camionnettes qui vont... elles ne savent où, le plus loin possible du lieu de la guerre ! Riches et pauvres sont sur le chemin de l'exode, mais la différence de classe, de situation, se révèle jusque dans le malheur ! ...

...Au fronton ces mots : « Maison d'arrêt, de justice et de correction » ... Il y manque seulement : Liberté, Egalité, Fraternité. Mais on a pensé sans doute que sur cet édifice ils apparaîtraient trop pour ce qu'ils sont : Des mots !



Extrait d'un texte intitulé « Les jours sombres »

Cinquante pages écrites en prison

« C'est en septembre 1939 !

La guerre vient d'être déchaînée. Je suis remis en service au chemin de fer à la gare de Loches, en Indre et Loire.

Dans cette tourmente, ma famille subit le sort de toutes les autres ; elle est dispersée, « évacuée » aux quatre coins du pays, cependant que mon fils et mes gendres rejoignent l'armée.

Ma nouvelle résidence est plaisante. Loches est une coquette petite ville, au passé historique, située dans cette région des châteaux qui font la renommée du centre de la France. Elle a son vieux château, ses vieilles portes qui lui donnent un aspect moyenâgeux. Elle a son histoire, ou plutôt elle perpétue celle d'Agnès Sorel, maîtresse de Charles VII, si jolie dit la légende qu'il l'appelait sa « Dame de beauté ». Elle demeura longtemps dans ce château qui enferme son sépulcre, d'ailleurs très artistique, malgré les mutilations et l'œuvre du temps.

Lorsque j'arrivai à Loches, le 6 septembre, la ville était vraiment en révolution ! Les parisiens, qui fuyaient déjà la capitale, l'avaient littéralement envahie et se disputaient des logements par ailleurs retenus par les services de divers ministères qui s'installaient dans la région. Les autobus parisiens, encombrés de paperasses et de meubles de bureaux, circulaient dans la ville ; on pouvait se croire dans un faubourg de Paris.

Enfin les fuyards avaient réussi à affoler ces tourangeaux d'ordinaire très paisibles et, sur la place qu'agrémentait la statue d'Alfred de Vigny, un service d'ordre canalisait le flot des voitures. C'était aussi animé que sur la place de la Bastille !

Grâce à ma qualité de cheminot, je trouvais, malgré les difficultés, une chambre au « café de la ville » et j'allais m'informer sur les conditions de mon travail de facteur aux écritures ! J'apprenais que j'étais affecté au bureau de la petite vitesse, mais que le départ de sept agents sur seize allait m'obliger à donner la main un peu partout. Théoriquement, mes heures de service étaient de 7 à 7, pratiquement, on partait le travail terminé, c'est-à-dire souvent plus tard : nécessités de l'état de guerre, m'expliquait le chef de gare, qui m'avait réservé un accueil courtois ! Cet homme, arrivé grâce à son travail, comprenait difficilement qu'ayant été membre du Conseil d'administration de

la société nationale des chemins de fer, j'ai pu sacrifier cette « haute » fonction à mes idées pour retomber presque au bas de l'échelle, comme au début de ma carrière il y avait vingt huit ans ! Je n'ai pas cru devoir lui en donner l'explication !

Informé sur mon sort de cheminot, je revins vers mon hôtel. Comme tout café qui se respecte, celui de la ville avait ses potins de terrasse. Je m'y installais. Au bout d'une heure, j'étais informé de tout ce qui se passait dans le pays et ses environs. La chose tout à fait confidentielle de l'installation des ministères dans la région était un secret de polichinelle ! Il n'était question que des exigences de ces « dames de Paris » qui réclamaient des salles de bains, quand nombre d'évacués couchaient dans les granges sur la paille ! Dans ce pays de Rabelais, le langage porte son empreinte et un de mes voisins de table, paysan sans doute, se gaussant de la demande que lui avait faite « la petite dame d'un ministère » disait : « J'y ai répondu que pour ce qui était du confort, je manquais de salle de bains mais qu'elle pouvait aller se laver les fesses dans l'Indre » ! Et tout le café s'esclaffait ! Cependant, pendant mon trop court séjour, j'ai pu constater l'amabilité, la gentillesse de cette population, toujours prête à rendre service. Seulement, comme me le disait ma logeuse, il ne faut pas crâner et prendre les gens à « rebrousse-poil » !

...

Mes inquiétudes étaient du côté de la Fédération des cheminots, dont je restais en titre le secrétaire général, sans pouvoir en assumer les fonctions. Je savais qu'un travail scissionniste était poursuivi par quelques uns de mes « collaborateurs » du secrétariat et du bureau fédéral qui voulaient nous faire prendre position sur la question politique du pacte de germano-soviétique et qui nous menaçaient, si nous ne le condamnions pas, de nous chasser des postes de direction.

Le 27 septembre, j'étais informé qu'une partie du bureau fédéral avait exclu l'autre de ses fonctions dirigeantes, dont moi-même, et que cet acte arbitraire était baptisé « cessation de collaboration ».

Par ailleurs, j'apprenais l'arrestation des députés communistes et, peu après, des

militants de la commission administrative de la CGT, connus comme communistes.

Je voyais chaque jour dans les journaux des ouvriers arrêtés pour propos défaitistes, alarmistes ou antinationaux et condamnés à des années de prison.

...

Le 20 octobre 1939 j'étais mis en état d'arrestation. Or, j'étais à Loches depuis le 6 septembre ; dans un pays où je ne connaissais et fréquentais que peu de personnes et où je ne pouvais avoir aucune activité syndicale ou politique.

Ce jour là, deux policiers m'attendaient dans le bureau du chef de gare qui me déclinaient leur qualité. C'était chose inutile, à leur vue j'étais fixé !

Le commissaire me déclare être envoyé par la Sûreté Nationale de Paris et dit : « J'ai mandat de vous conduire à Paris ; votre arrestation est motivée par une plainte du secrétaire de la fédération des cheminots au sujet de l'argent détenu par le trésorier et que celui-ci refuse de rendre ». Comme je lui fais observer que je suis moi-même secrétaire général de cette fédération et par conséquent autorisé à prendre une décision quant à l'emploi de cet argent, il ajoute « oui, c'est un différend de votre direction syndicale, mais cela s'arrangera devant le juge chargé de cette affaire ». Je suis alors conduit à la gendarmerie où le commissaire établit le mandat d'amener qu'il va me remettre. C'est alors que je constate qu'il est mentionné « infraction à l'article 3 du décret du 25 septembre 1939 ». En somme, je suis arrêté à la suite d'une plainte de membres du bureau fédéral qui ont usurpé leurs fonctions à la direction de ma fédération et cela est qualifié d'infraction au décret du 25 septembre concernant la dissolution du parti communiste !

...

En route je réfléchissais que si il n'y avait rien touchant mon activité politique depuis la guerre, c'était bien pour ma qualité de dirigeant communiste et pour mon activité antérieure que j'étais arrêté ; dans ces conditions je pensais que je n'étais pas à la veille d'être remis en liberté !

...

Vers 4 heures du matin nous prîmes « l'express » pour Paris... A notre arrivée à la gare d'Austerlitz, cinq policiers nous attendaient, avec une voiture de service qui nous conduisit à la Sûreté nationale où je fus retenu dans un bureau, gardé à vue par deux agents... Dans l'après midi, le commissaire m'informait que j'allais être mis à la disposition d'un juge militaire.

Pourquoi « militaire » dis-je, je suis âgé de 53 ans, dégagé de toute obligation militaire et l'affaire pour laquelle je suis inculpé est d'ordre syndical et intéresse la juridiction civile ? Vous oubliez que nous sommes en guerre, me fut-il répondu, et sous le régime de l'état de siège ! Bientôt j'étais transféré au petit dépôt du Palais de justice. Le juge civil, qui avait décidé mon arrestation, me « transmettait » au juge militaire, sans même m'avoir vu !

...

Je fus placé dans une cellule dégoûtante au possible et je demandais à voir immédiatement le juge, ne voulant pas passer la nuit en ce lieu... En moins de cinq minutes le juge déclara m'inculper en vertu du décret du 26 septembre et qu'il m'interrogerait en présence d'un avocat qu'il me demanderait de choisir. Puis il donnait ordre de m'écrouer à la Santé. Tout ce scénario policier me faisait penser aux célèbres « lettres de cachet » qui permettaient d'arrêter ceux qui ne plaisaient pas aux puissants ; la justification était donnée par la suite, si toutefois on l'estimait utile !

...

Dans mes précédentes incarcérations à la Santé je n'avais pas connu la fouille, parce que placé dès mon arrivée au « régime politique ». Cette fois j'étais un détenu de « droit commun » et je dus me prêter à cette première formalité humiliante qui consiste à se mettre nu et à voir ses effets vérifiés jusque dans les coutures, cependant que l'on vous retire ceinture, bretelles et lacets de souliers pour que vous n'ayez pas d'instruments pouvant être utilisés à un suicide.

...

Nous eûmes au cours des mois de décembre 1939 et janvier 1940 cinq visites au juge d'Instruction. Celui-ci retenait surtout notre résistance à remettre l'argent aux usurpateurs du bureau fédéral et il me reprochait une note dans laquelle je conseillais à mes amis du secrétariat, exclus comme moi, d'organiser la protestation des syndicats contre leur décision arbitraire et, au besoin, de suggérer l'arrêt du paiement des cotisations à la fédération. Au cours d'une confrontation avec le secrétaire Jarrigion, qui ne brilla guère dans son rôle de « plaignant », celui-ci dû reconnaître « que nous étions d'honnêtes gens » ! Il déclara avoir agi sur mandat de ses amis exconfédérés pour que Tournemaine remette l'argent en sa possession mais il ne pensait pas que cela put entraîner contre nous une inculpation d'abus de confiance et de complicité ! C'était là une déclaration bien ambiguë et bien tardive mais il n'était guère

facile au juge de nous inculper pour ce motif quand l'auteur même de la plainte, par peur sans doute des responsabilités qu'il encourrait, nous lavait en quelque sorte de cette accusation.

C'est alors que l'inculpation prit une autre tournure : celle d'une résistance à la décision prise le 25 septembre 1939 par une partie du bureau fédéral ; c'est à dire notre refus de condamner le pacte germano-russe. Et nos actes qui suivirent allaient être taxés comme une tentative de dresser les syndiqués de notre fédération contre la décision du 25 septembre et contre les usurpateurs qui l'avaient prise.

Ainsi, c'est la justice qui nous poursuivait pour ne nous être pas soumis à la résolution de la CGT. C'est la justice qui contestait notre libre droit d'opinion inscrit dans la charte d'unité et dans les statuts de la CGT. C'est la justice qui complétait la besogne de scission syndicale et de persécution d'une idée que les dirigeants ex-confédérés avaient entreprise... Le juge allait motiver notre refus d'approuver la résolution de la CGT et notre opposition au sein de la fédération en disant « que nous avons ainsi participé à une activité ayant pour objet de propager les mots d'ordre de la troisième internationale »... Le premier acte de notre affaire était joué !

...

Depuis fin janvier, il était question de notre déchéance du Conseil Général de la Seine. J'avais adressé au Préfet de la Seine et au président du Conseil Général une véhémence protestation contre la façon vraiment cavalière et profondément antidémocratique dont cette déchéance était prononcée, puisque nous n'avions même pas été entendus - et rien ne nous avait été demandé - sur notre opinion des événements ! Il est certain que le résultat n'en aurait pas été modifié mais nous tenions à souligner les procédés employés par les autorités, dans le moment où celles-ci affirmaient que la guerre était celle de la liberté !

Le 2 mars 1940, je recevais notification de ma déchéance, celle-ci étant prononcée par le Conseil de Préfecture, sur proposition du Préfet de la Seine.

...

Le 6 avril 1940 nous comparaissons devant le 3^e tribunal militaire. Dans la salle d'audience il y avait nos familles et le reste

de l'auditoire était composé de policiers en civils Un piquet de soldats gardait la salle, baïonnette au canon. Une dizaine de gardes mobiles s'assuraient de nos personnes. Nous ne risquions pas de nous enfuir et n'y songions guère... A l'ouverture, M. le Commissaire du gouvernement prit la parole. Ses premiers mots furent pour déclarer qu'il ne retenait pas contre nous les accusations « d'abus de confiance » et de « complicité », pas plus qu'il ne croyait à une trahison du pays de notre part ! Mais pendant une heure il s'efforça de démontrer que nos actes et notre résistance aux décisions du bureau fédéral, de ceux que nous appelions les usurpateurs, avaient été dictés par notre opinion communiste, que nous avions sans doute obéi à une « espèce d'ambiance », appliquant en cela les mots d'ordre de la 3^e internationale. Il requit notre condamnation, conformément aux dispositions du décret du 26 septembre 1939.

...

et bientôt nous étions appelés pour nous entendre condamnés tous deux à 3 ans de prison, 2000 francs d'amende² et 5 ans d'interdiction de nos droits civiques et politiques. Nous écoutions cette dure et injuste sentence, qui s'inscrira dans l'histoire de notre mouvement syndical, cependant que le piquet militaire de garde saluait d'un « présentez armes » ! je pensais alors qu'il était non seulement triste d'avoir quatre des siens aux armées, pour les dangers qu'il courent, cependant que leur papa est en prison, pour ses idées, mais encore plus triste de faire exécuter une parade à des soldats au moment où on accable des innocents !

Le dernier acte de la comédie judiciaire était joué. La vie de condamné allait bientôt commencer.

Le 26 avril, nous recevions avis que notre pourvoi en cassation était rejeté ; nous allions être envoyés à Fresnes, avec le premier convoi de condamnés.

² 2000 francs d'amende font une somme à payer de 22 000 francs. Je ne sais par quelle hypocrisie on s'efforce de cacher au grand public le montant réel des amendes que la justice inflige.

Le 20 mai nous étions dirigés avec quelques autres « subversifs » sur la Santé, où nous apprenions que nous étions en instance de départ.

...

L'Exode (Heures vécues)

Quatre heures du matin ! Tout est silencieux dans la prison.

Je ne dors pas, j'attends le départ vers une destination encore inconnue

Mais voici que les verrous grincent ! « Aller en route ! » jette en passant un gardien.

En route ! Nous sommes bientôt vingt sept réunis dans le couloir sombre ; vingt sept condamnés politiques. Nous nous connaissons pour la plupart ; mais comme nous avons déjà changé ! Ce sont des figures amaigries et qu'une barbe de plusieurs semaines rend hirsutes. Nous avons le physique du prisonnier !

Ne sommes-nous pas un troupeau d'hommes traité comme des bestiaux ?

On nous éloigne de Paris, par ordre d'en haut, sans doute. A Paris nous sommes encore trop près du peuple... Du peuple qu'on a malmené, mouchardé, persécuté ! Ah c'est qu'on redoute toujours l'explosion de sa colère ; on la redoute dans le moment où la situation tourne mal !

Nous voilà vingt sept enchaînés comme des galériens, parqués dans deux cars, gardés par des mobiles, mousquetons au poing. Ces hommes sont jeunes ; ils nous regardent à la dérobée ; ils ont paraît-il des ordres sévères, ils ne doivent pas nous parler... Sans doute leur a-t-on dit que nous étions plus redoutables que des bandits !

En route pour une autre prison, « quelque part en France » selon la formule consacrée ! Le jour s'est levé mais Paris sommeille ; il semble que l'angoisse pèse sur la ville... appréhension sans doute ! Nous lui disons au revoir ; et nous pensons tous : à bientôt ! A bientôt ? Qui donc sait ce que sera demain ! Les jours sombres viennent. Qui vit ces moments de l'histoire vit des années car les événements se succèdent avec la rapidité des épisodes d'un film. On attendait le printemps... il est venu avec l'ouragan de fer et de feu...

Au revoir Paris ! Au revoir aux nôtres qui ignorent notre évacuation rapide. Tout à l'heure ils sauront ! Comme toutes les familles, les nôtres sont disloquées, éparpillées à travers le pays. Les enfants sont aux armées, pour certains... et les pères en prison !

Voici la route d'Orléans. Je l'ai bien souvent parcourue, elle m'est familière mais aujourd'hui... ! Nous passons les cités de banlieue encore endormies. Fresnes. On distingue la centrale pénitentiaire noyée dans la brume matinale... adieu et sans regret !

Toutes les routes qui ceignent Paris déversent maintenant un flot de voitures de

tous modèles sur la grand route que nous suivons. Nous prenons souvent la file malgré la priorité de notre convoi de « service » !

C'est la campagne ! Comme nous sommes heureux de la voir ; il nous semble qu'il y a des années que nous n'avons plus vu la verdure. Nous respirons à pleins poumons l'air frais du matin. Le soleil lance ses premiers rayons ; nous qui vivions depuis des mois dans le tombeau des cellules en sommes tout éblouis. La belle nature nous offre, avec ses champs de céréales, ses pâturages, ses forêts, toutes les nuances du vert et dans le fond des vallées, un voile de brouillard se traîne au ras du sol. Nous aurons une belle journée et ce sera pour longtemps !

Etampes, l'angélus sonne au clocher penché d'une vieille église. Quelques dévotes se pressent d'aller prier le Dieu d'amour et de bonté !!! Pauvre Dieu et pauvres gens !

Le soleil monte dans le ciel ; nous sentons la chaleur de ses rayons. Combien tu nous manques, astre du jour, dans la nuit qui est notre vie présente !

Le spectacle de la route est devenu affligeant ; nous croisons des charrettes garées sur les bas côtés, des gens couchés au dessous dorment encore. On y voit entassés des meubles, de la literie, des cages de volailles. Tout cela paraît avoir été empilé là au hasard, au moment de fuir devant la tourmente... Nous devançons des camionnettes où sont entassés femmes et enfants, tous avec de pauvres figures fatiguées, défaites. Ceux-là viennent de Belgique et du nord de la France !

Nous croisons un camion rempli de hardes sur lesquelles des enfants dorment ; au milieu d'eux une femme allaite un tout petit bébé, nouveau-né peut-être, et la malheureuse pleure doucement... Ces pauvres gens ont encore tout perdu, biens et familles ; ils ont sauvé leur malheureuse vie ! Nous entrons à Orléans, la ville s'éveille. Les rues sont encombrées de véhicules divers ; la place du mortroi en est pleine... Jeanne d'Arc domine avec sa bannière, souvenir d'une courageuse fille du peuple... mais chut, elle a sauvé la France en la débarrassant des anglais... nos « alliés » !

Nous bifurquons sur la route de Bourges. Serait-ce là, le « quelque part en France » ? C'est à nouveau la longue file des voitures ; nous dépassons un convoi de l'armée belge qui se dirige... sur le midi. Jusqu'où iront-ils donc ceux-là ?

Nous sommes aussi dépassés par de puissantes voitures ; voitures de luxe qui portent sur leurs toitures des malles, des matelas ! Ceux-là se dirigent vers leurs villas sur des plages à la mode, ou leurs maisons de cam-

pagne ! Contraste terrible avec les malheureuses charrettes et camionnettes qui vont... elles ne savent où, le plus loin possible du lieu de la guerre ! Riches et pauvres sont sur le chemin de l'exode, mais la différence de classe, de situation, se révèle jusque dans le malheur !

Un passage à niveau nous barre la route ; les voitures s'accumulent sur le front de la chaussée. Une femme échevelée court d'une voiture à l'autre et après avoir regardé la lettre de la voiture questionne les occupants : « Estes-vous de X... ? Nous avons dû partir précipitamment, ils étaient aux portes de la ville... On nous avait fait conduire le matin les enfants à l'école pour l'évacuation... J'ai laissé mes deux petits... Savez-vous quelque chose ? A-t-on bombardé... ?

Mais nous partons et la pauvre femme regagne sa voiture ! C'est cela la « guerre totale ». La tuerie des femmes et des enfants, comme des combattants... Je me souviens que Raymond Lefèvre disait, au lendemain de l'autre guerre, que dans les prochaines il y aurait « des croix pour les berceaux ». Et nos gouvernants ont cru devoir reprendre cette barbare formule : « la guerre totale » !!! Ce que le peuple voudrait c'est la paix totale !

Nous passons à proximité du château des métallurgistes de Vouzeron. Encore un bon souvenir de quelques heures heureuses passées entre amis. Mais dans le village nous prenons à droite tandis que la route du château tourne à gauche. Au revoir belle propriété des métallos parisiens que vous avez payé de vos gros sous et que « l'autorité publique » vous a saisi ! Ainsi, le droit de propriété est un vain mot quand il s'agit du bien des ouvriers !

Décidément c'est bien Bourges notre lieu de destination ; nous touchons ses faubourgs. La ville semble calme, elle est moins envahie que ne l'était Orléans ; mais le flot de l'exode n'est pas encore parvenu là ; nous arrivons avec les premières vagues ! Et nous voici devant les murs, les grands murs qui vont engloutir nos vingt sept vies ! Pour combien de temps ? des mois... des années peut-être...

Au fronton ces mots : « Maison d'arrêt, de justice et de correction »...

Il y manque seulement : Liberté, Egalité, Fraternité. Mais on a pensé sans doute que sur cet édifice ils apparaîtraient trop pour ce qu'ils sont : Des mots !

...

Au régime cellulaire et secret auquel nous étions soumis, nous ne savions rien de ce qui

se passait au dehors, mais nous soupçonnions que cela allait mal ; Nous surprénions quelques membres de phrases à un poste de radio voisin de la prison. Les alertes se faisaient chaque jour et chaque nuit plus nombreuses. La lettre barbouillée de ma fille Raymonde parlait du nombre des évacués qui allait croissant et qu'elle voyait défiler à Compiègne. Le dimanche 16 juin ma lettre adressée à ma femme m'était retournée avec la mention « la correspondance pour Paris est suspendue ». Il nous apparaissait clairement que l'offensive allemande progressait en direction de Paris, mais nous ne les croyions pas alors si près ! De temps à autre, par la lucarne, nous pouvions voir le défilé des autos, chargées de literie. Toute la nuit du dimanche au lundi et la journée, ce fut un défilé ininterrompu de voitures, ce qui indiquait une véritable fuite. Le dimanche on nous demande d'économiser notre pain car il n'est pas sûr que nous en ayons le lendemain. Sans doute que les fuyards ont littéralement vidé les boutiques car, non seulement nous n'aurons pas de pain, ni le lundi ni le mardi mais les vivres de cantine sont également supprimés ; il nous reste nos deux soupes par jour et peu garnies !

...

Le mercredi 19, il fait un beau soleil, mon voisin Adeline chantonne « Manon voici le soleil », mais ce sont les allemands qui vont bientôt arriver. Vers 16 heures, nous entendons ici et là des coups de feu, puis le crépitement d'une mitrailleuse à côté de la prison. Je ne puis en croire mes oreilles, serait-il possible que les allemands fussent à Bourges ?

Le lundi 20 au matin, par la lucarne je vois défiler les unités motorisées allemandes, avec la marque de la croix gammée. Il n'y a plus de doute, le 16 ils étaient donc à Paris ! Le surveillant qui ne peut plus longtemps nous cacher la vérité nous dit qu'ils sont depuis la veille installés à Bourges ! Les coups de feu que nous avons entendus étaient de leurs éléments d'avant garde qui avaient tiré sur un petit poste laissé là on ne sait pourquoi et où un noir avait été tué ! J'exprimais alors ma honte pour mon pays, pour son peuple travailleur qui ne méritait pas cette humiliation ! C'est encore lui, c'est toujours lui qui va faire les frais de cette aventure impérialiste ? Le surveillant qui paraissait abasourdi ne put que me répondre qu'il n'en avait ni mangé ni dormi !

...

Où sont maintenant les miens partis aux armées et toute ma famille ? Où sont tous nos amis ? Nous sommes enfermés nom-

breux et les ouvriers doivent se sentir sous la botte du vainqueur !

...

Le 23 juin, les allemands occupaient la prison. Les « nouveaux maîtres », nous dit un surveillant, vont passer l'inspection des cellules. Peu après défilèrent devant nos cellules ouvertes plusieurs officiers qui se bornèrent à donner un « coup d'œil » en passant. Le soir même, les cellules du rez-de-chaussée, que les allemands s'étaient retenues, se garnissaient de prisonniers, de soldats allemands sans doute car nous les entendions se causer d'une cellule à l'autre, dans leur langue gutturale et sonore.

...

14 juillet 1940...Ce jour là il faisait un temps sombre, un temps de deuil ! Je pensais où êtes-vous donc 14 juillet d'antan ; 14 juillet de 1935 et 1936 ; 14 juillet des grands serments d'union pour la défense des libertés ; 14 juillet des immenses cortèges de la Bastille à la Nation ! La guerre impérialiste est passée par là et l'invasion est accomplie !

...

Mon voisin Adeline fait des vers « pour tuer le temps ». De mon côté j'écris quelques nouvelles dont le thème m'est fourni par de vieilles histoires bourguignonnes qui me reviennent à la mémoire.

...

Je souffre autant du manque d'information que du manque de nourriture. Où va notre pays ? Il a perdu son indépendance ; le peuple a perdu ses libertés. Serait-ce le « Moyen-Âge » du capitalisme ?

...

Le 7 octobre on me fait changer de cellule, je passe de la 68 à la 83, toujours au nord ! Celle que je vais occuper est exactement du même modèle ; cependant, j'étais habitué à la 68, mes voisins Adeline et Tournemaine m'étaient une « compagnie », je les entendais remuer, tousser et de temps à autre nous échangeions quelques paroles. Quels seront mes voisins à la 83 ? C'est curieux comme on peut s'habituer à sa misère ! »

UNE PLACE ÉMINENTE DANS LA MÉMOIRE COLLECTIVE

Apprendre de ses engagements pour forger les nôtres



Obsèques à Paris de Pierre Semard – IHS CGT cheminots.

Tout autant que sa fin tragique, l'estime dont il bénéficiait auprès des militants et des cheminots en particulier lui ont valu des obsèques nationales organisées par le parti communiste, le 7 mars 1945, dont les témoignages écrits ou filmés illustrent le caractère impressionnant. Il fut inhumé au cimetière du Père Lachaise à Paris où ont lieu depuis des hommages réguliers.

Il est ainsi devenu le héros martyr, figure emblématique du mouvement syndical et politique cheminot.

Son nom fut repris et l'est encore aujourd'hui pour de nombreuses rues et places, notamment à proximité des gares dans une centaine de lieux. Le chalet de la fédération à Montroc-le-Planet porte son nom.

Le travail de recherches réalisé par des universitaires avec l'institut d'histoire sociale des cheminots a permis d'étoffer et de préciser notre connaissance du personnage, complexe, comme dirigeant majeur du monde ouvrier français, personnalité de l'histoire sociale et politique de la première moitié du 20^e siècle.

Le connaissant mieux, c'est toute l'histoire du mouvement ouvrier, et aussi l'histoire de la gauche et des mouvements sociaux que nous redécouvrons autrement.

Pierre Semard agissait avec la préoccupation constante de la transmission et de la formation des militants qu'il engageait à la lecture et à l'étude du mouvement ouvrier.

Dans sa conception de l'émancipation, il associait le savoir et le combat social, l'engagement individuel et l'engagement collectif.

Il nous reste beaucoup à faire pour continuer son combat !

Pierre Semard de Serge Wolikow 2007
IHS CGT cheminots.

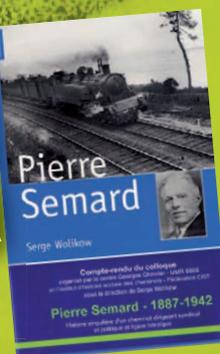
Portrait de Pierre Semard par
Fougeron – IHS CGT cheminots.



Honneur
aux Fusillés !



La Tribune des cheminots
septembre 1944 – IHS CGT
cheminots.



Hotel de ville de Drancy – Congrès fédéral de 1945 – 1^{re} école syndicale du Mans – Cimetière du Père Lachaise en 1972 – IHS CGT cheminots.



Du cheminot ordinaire au militant légendaire. Février 2012 - Conception IHS CGT cheminots

Le 7^e Mars 1942,

Bien chères Pierrette et Tonon,

J'ai reçu seulement le 4 Mars ta lettre, du 27 février; idem pour une lettre de Raymond. On est maintenant serenu de voir ma chère You, et j'attends avec impatience ta lettre me relatant ton voyage et ta visite, cela me tranquilliserait sur ton état de santé et sur tes conditions de détention. J'ai besoin de savoir si elle a bien reçu la copie de visés envoyés par notre ami, pour ^{congrates} savoir s'il est possible de lui ^{en}envoyer d'autres. Pour ce qui est de ma santé, elle est variable, comme le temps, le médecin m'a consulté pour le cœur, et il a trouvé qu'il ne traitait pas avec régularité; résultat je dois absorber des sachets de Coniocardine au moment des repas. Pour ce qui est de la nourriture, les difficultés se caractérisent de fort sentir sur l'ordinaire; fort heureusement je fais équipe avec des Co-internes qui peuvent être mieux caractérisés que moi, habitant la campagne, et qui ont la gentillesse de partager, en raison même de ma situation et de nos difficultés. C'est pourquoi je t'ai demandé de devoir d'abord ma You, qui est certainement plus mal nourrie que je le suis. Pour le tabac j'ai reçu, en faisant bien entendu, les paquets de cigarettes auxquels j'avais droit; j'ai donc les voligues en supplément; ainsi ne m'envoie pas de cigarettes si, cela doit friser quelque peu, tu

Dernière lettre écrite de Pierre Semard avant son assassinat, adressée à sa petite fille et à sa belle-sœur.

IHS CGT Cheminot

Sais d'ailleurs que je ne suis pas un grand fumeur. J'ai besoin de linge pour en changer ainsi que je te l'ai indiqué dans ma dernière Raymond m'a bien envoyé la lettre de ma You datée du 14/2, comme elle m'a écrit le 22/2 apparaît qu'elle a reçu l'autorisation d'écrire deux fois par mois. Elle me donne des nouvelles d'Yvette, qui sont meilleures; il ne s'agissait heureusement que d'engelures, je ne peux lui écrire comme je le désirerais, mais je sais que tu fais la commissionnaire. Trouve-moi et lui mes bons baisers et dis-lui de conserver son courage et sa confiance; elle retrouvera ses chers petits et nous retrouverons notre belle vie de famille. Je serais qu'elle s'ennuie de ses petits! Donne-moi de leurs nouvelles, si tu as l'occasion de le voir. Ou le 1^{er} janvier j'ai écrit à ma mère et elle ne m'a pas répondu, donne-moi également de ses nouvelles. Fais lui un mot, en lui demandant de te répondre, à toi. J'ai demandé à Raymond de limiter les envois d'argent à 100 fcs par mois et elle craint que cela ne me soit pas suffisant. Dis-lui que c'est tout ce que je peux dépenser pour mes menus achats, et que s'il m'en fallait à une occasion quelconque, davantage, je le demanderais à ton Jean. Pousse les bûches pour toi et ma petite Pierrette. de Pierre

Nite des nouvelles de ma You!